



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

**Début 2009 : Au comble de l'insatisfaction,
les Français expriment un profond désarroi
à l'égard de leurs conditions de vie à venir**

*Note confidentielle réservée aux souscripteurs
au système d'enquêtes*

Georges Hatchuel

Premiers résultats de la vague de début 2009

18 MARS 2009

142, rue du Chevaleret
75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANCAIS

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

- . Georges Hatchuel (Directeur Général Adjoint du CREDOC)
- . Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Catherine Duflos, Sandra Hoibian.

CREDOC

SOMMAIRE

	<i>Pages</i>
Introduction : Au comble de l’insatisfaction, les Français expriment un profond désarroi.....	1
1. Les Français affichent un pessimisme record à l’égard de leurs conditions de vie prochaines	3
2. Malgré une pause, les difficultés budgétaires restent élevées, notamment dans les groupes aisés	10
3. Le malaise collectif est d’un niveau sans précédent depuis trente ans	18
4. La demande de réformes profondes de la société est toujours présente, mais le radicalisme recule	28
5. Le retour d’une certaine compassion à l’égard des plus défavorisés contribue à atténuer les interrogations sur le système social	35
En guise de conclusion	43
<i>Une visualisation de l’état de l’opinion au début 2009</i>	<i>46</i>

* * *
*



18 Mars 2009

G. Hatchuel

Début 2009 : Au comble de l'insatisfaction, les Français expriment un profond désarroi à l'égard de leurs conditions de vie à venir

Disons-le sans ambages : en ce début 2009, les nuances ne semblent pas de mise pour caractériser l'état d'esprit des Français. Car **le mécontentement hexagonal** n'a jamais, depuis trois bonnes décennies, été aussi tranché que cette année, aussi exacerbé ; il est vrai que l'opinion désabusée, confrontée à une crise internationale sans précédent, semble – dans toutes ses composantes – quasiment douter de l'avenir, s'interrogeant avec désarroi sur la sortie d'un « tunnel » dont elle ne paraît pas vraiment imaginer le bout. C'est en tout cas **cette perte de confiance dans l'avenir, cet effritement de l'espérance**, qui constitue l'enseignement le plus frappant de la vague de janvier 2009 de l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* ».

Car cette enquête permet, depuis maintenant près de trente et un ans, d'observer les principaux mouvements de fond traversant la société française. Et le suivi, sur toute cette période, d'une série d'opinions révélatrices de l'état d'esprit du corps social fait bien ressortir les spécificités de ce début 2009 : **le pessimisme collectif**, pourtant au plus haut depuis déjà plusieurs années, continue incontestablement à se renforcer ; le sentiment que **le chômage va continuer à s'amplifier** s'impose comme une conviction presque incontournable ; et pour la première fois depuis la fin des années 70, une **majorité** de la population est maintenant convaincue que **ses conditions de vie futures vont se détériorer**. En un mot, le regard porté sur l'avenir proche est aussi sombre que celui posé sur la situation présente, pourtant caractérisée par des **restrictions déclarées** intenses. De fait « **l'insatisfaction** » est à son comble : le record de l'an dernier est battu, signe de l'exacerbation d'un mécontentement qui affecte la plupart des groupes sociaux, et maintenant même ceux du haut de l'échelle.

Mais – il convient d'emblée de le préciser – ce n'est pas pour autant que **le désir de réformes profondes**, tout au moins le désir déclaré de telles réformes, a totalement disparu : il est, au contraire, toujours intensément présent, **réaffirmé** haut et fort par les quatre cinquièmes de la population. Mais le plus intéressant est que le durcissement du

mécontentement, sa diffusion dans la plupart des couches sociales, n'ont – pour l'instant ? – ni conduit à la préconisation apeurée d'un certain **immobilisme**, ni poussé, contrairement à ce qu'on aurait pu craindre, à l'affirmation d'un « **radicalisme** » **par trop virulent** : interrogée en janvier 2009, l'opinion préconise plutôt des **réformes progressives** pour le pays. Est-ce parce que la population, impressionnée par l'étendue de la crise qui frappe toutes les sociétés occidentales, ne veut pas rajouter, aux lourdes incertitudes économiques et sociales, d'autres interrogations institutionnelles proprement hexagonales ?

En tout cas, malgré le « désappointement » affirmé de l'opinion, malgré ses craintes pour ses conditions de vie à venir, la population ne semble pas s'être recroquevillée sur des attitudes que l'on pourrait qualifier de « craintives » : les inquiétudes ont entamé un mouvement de recul ; les interrogations sur les effets « déresponsabilisants » des politiques sociales commencent à s'atténuer. En fait, avec la montée du chômage et le pessimisme concernant l'évolution des revenus, **l'exigence de compassion à l'égard des plus défavorisés** gagne du terrain.

Finalement, **cinq éléments principaux** caractérisent l'état d'esprit du corps social :

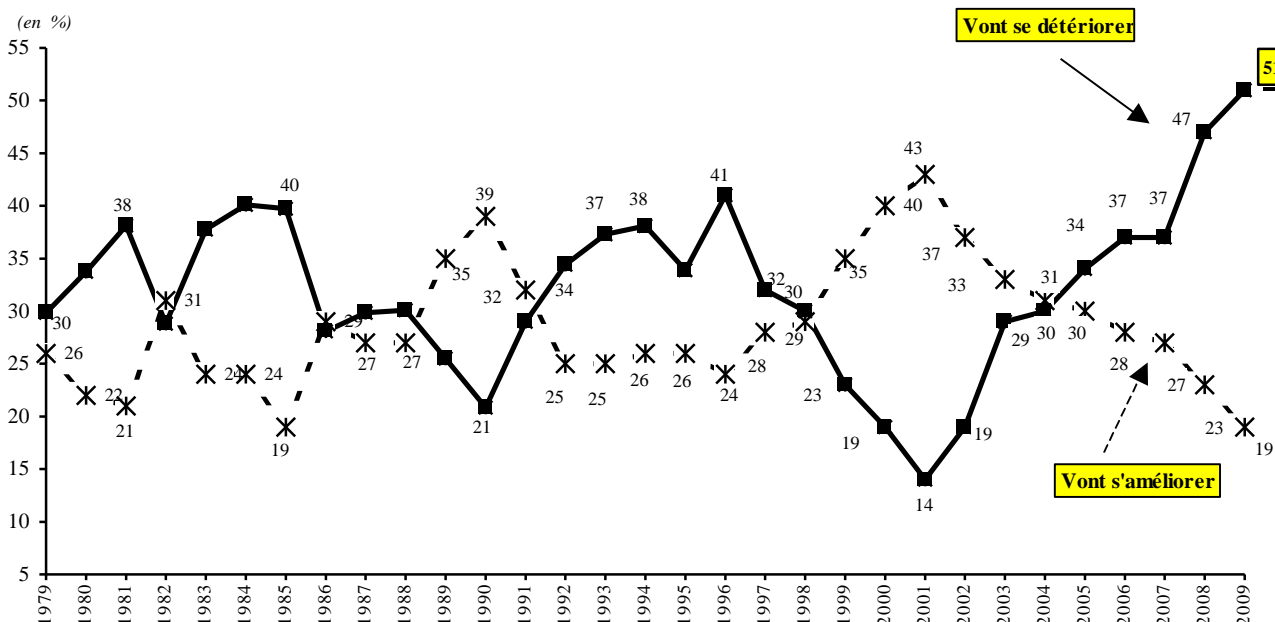
1. **Jamais le pessimisme individuel à l'égard des conditions de vie à venir n'a été aussi prononcé.**
2. **Les difficultés budgétaires ressenties restent fortes** ; elles se diffusent dans les groupes aisés, même si elles ont commencé à reculer ailleurs.
3. **Le malaise collectif s'enracine**, s'appuyant sur la conviction que le chômage va continuer à se développer.
4. **La demande de réformes de la société reste très aiguë**, mais elle s'appuie surtout sur un désir affirmé de « changements progressifs ».
5. **Les interrogations sur le système social s'atténuent**, marquant le retour d'une certaine compassion à l'égard des plus défavorisés.

1. Les Français affichent un pessimisme record à l'égard de leurs conditions de vie prochaines

Voilà bien l'élément le plus révélateur de la perte de confiance en l'avenir qui a spectaculairement gagné le corps social en ce début 2009 : **plus de la moitié de la population (51%) croit à une détérioration prochaine de ses conditions de vie personnelles**. Certes, ce taux pourrait, dans l'absolu, ne pas paraître totalement alarmant, mais on en mesure toute l'importance au regard de l'évolution des opinions recueillis sur ce thème ces trente dernières années ; c'est **la première fois depuis 1979** qu'on observe un tel niveau de pessimisme. Avant 2007, ce taux n'avait jamais dépassé les 41% !

En un mot, le défaitisme a gagné 4 points cette année, et 14 en deux ans, dépassant le seuil fatidique des 50%, niveau jamais atteint jusqu'ici dans l'enquête. La crise internationale, l'insatisfaction se sont donc accompagnées d'**une sérieuse perte de confiance dans le court-moyen terme**. Une bonne partie des Français craignent en quelque sorte de ne pas en avoir fini avec les difficultés ...

Graphique 1
Pensez-vous que vos conditions de vie vont s'améliorer ou se détériorer dans les cinq prochaines années ?*



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

* Les réponses « elles vont rester stables » n'ont pas été présentées ici. Elles représentent 28% des citations, contre 29% l'an dernier.

En réalité, force est de constater qu'en deux ans, **l'accroissement du pessimisme a frappé aussi bien en haut de l'échelle des revenus qu'au plus bas**, et cette perte de confiance dans l'avenir a affecté autant les diplômés (+ 14 points) que les non-diplômés (+ 13, cf. Tableau 1).

Tableau 1
**Le pourcentage d'individus estimant que leurs conditions de vie prochaines vont se détériorer :
une progression généralisée du malaise**

	Début 2007	Début 2008	Début 2009	Evolution 2007-2009 (en %)
Revenus mensuels du foyer				
. Moins de 900 Euros	38	48	52	+ 14
. De 900 à 1 500 Euros	41	50	58	+ 17
. De 1 500 à 2 300 Euros	36	47	54	+ 18
. De 2 300 à 3 100 Euros	38	47	46	+ 8
. Plus de 3 100 Euros	36	44	48	+ 12
Niveau de diplôme				
. Aucun diplôme.....	40	51	53	+ 13
. Bepc, diplôme intermédiaire.....	38	48	53	+ 15
. Bac et supérieur	35	43	49	+ 14
Ensemble.....	37	47	51	+ 14

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Mais surtout, là où l'an dernier on observait *grosso modo* « trois grands groupes de déçus » – les retraités, les classes moyennes, les ruraux –, il n'apparaît pas cette année de reflux du pessimisme. **Les déçus le sont donc toujours autant**. Par contre, les quelques groupes alors préservés de la morosité, ont été cette année eux aussi touchés par cet « obscurcissement des perspectives d'avenir » (Tableau 2). En particulier, jamais vraiment plus de 30% des **moins de 25 ans** n'avaient vu, ces dix dernières années, l'avenir proche en noir : c'est pourtant aujourd'hui le cas de 41% d'entre eux (+ 13 points en un an, contre + 4 en moyenne). Et la poussée du pessimisme a également été très sensible chez les Franciliens (+ 18 points) et les cadres supérieurs (+ 12 points).

En un mot, l'attente de jours meilleurs, l'espoir du lendemain se sont, presque partout, teints de gris. Seuls les travailleurs indépendants semblent encore relativement préservés du pessimisme général (36% pensent que leurs conditions de vie vont se dégrader, contre 51% en moyenne).

Tableau 2
Un net effet de rattrapage : le pessimisme affecte maintenant quasiment tous les groupes

(Pourcentage d'individus estimant que leurs conditions de vie prochaines vont se détériorer)

	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008-2009
Les quatre groupes les moins pessimistes l'an dernier :			
. Moins de 25 ans.....	28	41	+ 13
. Cadre supérieur.....	37	49	+ 12
. Travailleur indépendant.....	28	36	+ 8
. Réside à Paris et dans l'agglo. parisienne.....	35	53	+ 18
Ensemble de la population	47	51	+ 4
Les quatre groupes les plus pessimistes il y a un an :			
. Plus de 65 ans.....	57	57	=
. Profession intermédiaire.....	50	49	- 1
. Fonctionnaire (salarié du public en CDI)	53	52	- 1
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.....	54	53	- 1

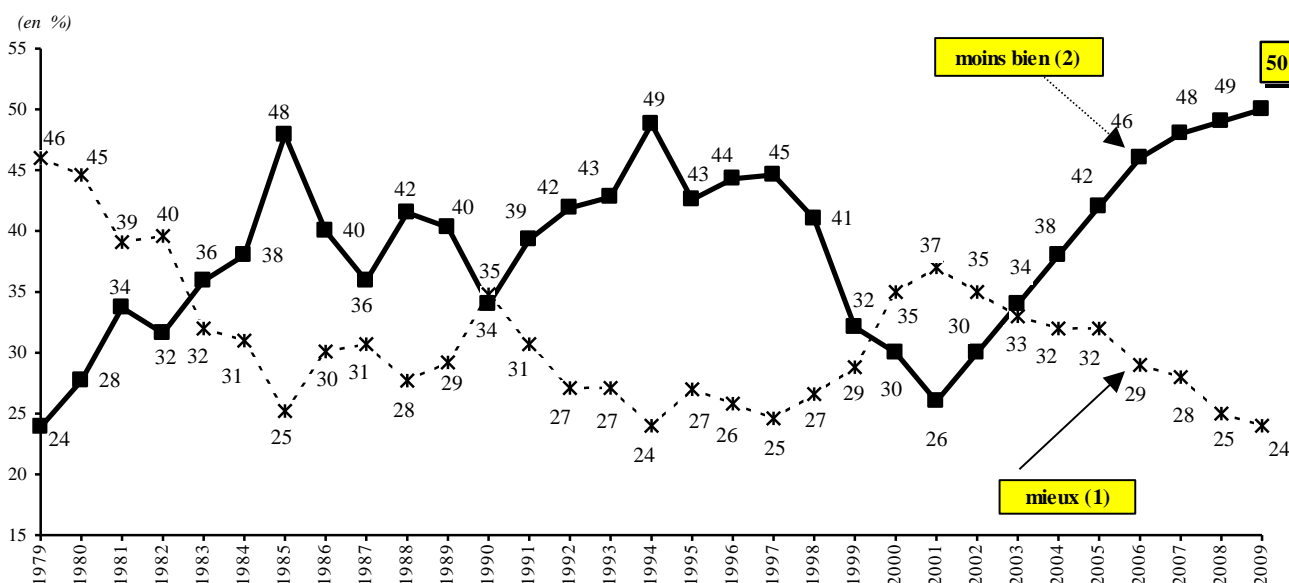
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Bien sûr, on peut aisément admettre qu'on se méfie d'autant plus de l'avenir qu'on est convaincu que la situation du pays, de l'ensemble des Français, n'est pas bonne. On verra un peu plus loin que c'est effectivement le cas et que, notamment, les perceptions **collectives** ne se sont aucunement améliorées cette année, bien au contraire. C'est précisément la **durabilité** perçue du malaise collectif affectant le pays qui contribue à cette insidieuse érosion des espoirs individuels.

Il reste que l'appréciation que les particuliers formulent sur leur niveau de vie **actuel** exerce une forte influence sur la façon dont ils envisagent l'avenir. Or, le jugement porté par chaque Français sur l'évolution de son niveau de vie personnel, ces dix dernières années – jugement dont on sait qu'il est un bon indicateur de l'opinion portée sur le **présent** –, traduit clairement un certain malaise : **la moitié de la population considère que son propre niveau de vie se dégrade** (Graphique 2).

En tout cas, si 50% des enquêtés estiment que leur niveau de vie s'érode, c'est aussi que 24% pensent qu'il s'améliore et 26% qu'il est stable. Mais on remarquera que le seuil de 50% d'insatisfaits est ici, encore une fois, **le plus haut de la séquence ouverte il y a trente et un ans** dans notre enquête. Un point a été gagné cette année, et huit points en quatre ans.

Graphique 2
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ...*



Solde : (1) – (2) :

Année	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Solde	+22	+17	+5	+8	-4	-7	-23	-10	-5	-14	-11	+1	-8	-15	-16	-25	-16	-18	-20	-14	-3	+5	+11	+5	-1	-6	-10	-17	-20	-24	-26

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent 26% des citations, contre 25% l'an dernier.

Autrement dit, en quatre-cinq ans, les jugements sur l'évolution du niveau de vie individuel se sont sensiblement détériorés. On retrouve d'ailleurs aujourd'hui, sur ce sujet, le niveau des appréciations qu'on observait pendant les « années de crise », de 1992 à 1997. Le solde entre jugements positifs et négatifs (- 26, cf. Graphique 2) se situe même au-delà de tous ceux recueillis pendant cette période noire. On est donc entré dans une crise qu'une bonne partie des Français ressentent déjà durement et dont, à chaud, ils évaluent les méfaits comme **plus dévastateurs** encore que dans les années 90.

C'est en tout cas la première fois depuis 1985 qu'on observe dans le pays **plus d'individus qui craignent pour l'avenir proche qu'il n'y en a qui se plaignent de la situation actuelle** : 51% pensent que leurs conditions de vie vont se détériorer dans les cinq ans, 50% estiment que leur niveau de vie actuel se dégrade. Cette situation, inédite depuis vingt-quatre ans, traduit bien un certain **désarroi** : elle est la marque de l'incertitude d'un pays sceptique sur la durée de la crise et sur sa capacité à la surmonter

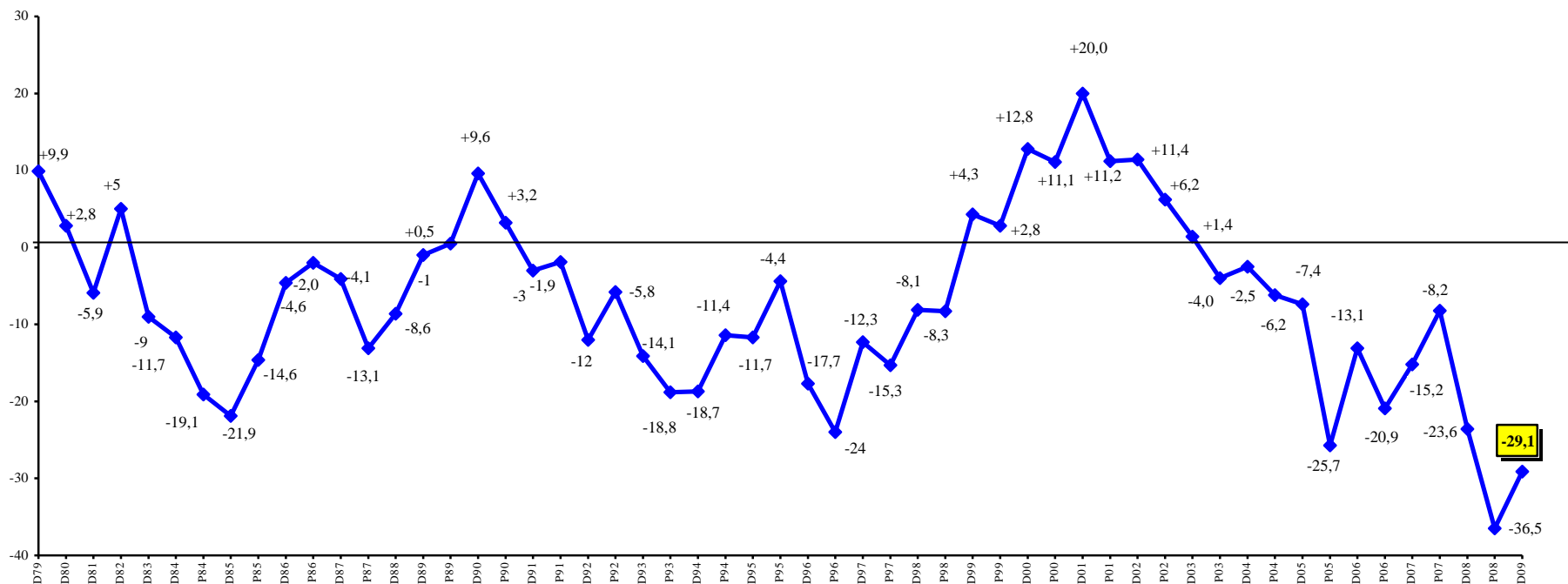
rapidement. En un mot, **on craint les méfaits du futur proche encore plus que ceux du présent.**

Quoi qu'il en soit, il est patent que le **malaise individuel**, qui a commencé à affecter la société française il y a quelques années, s'est largement amplifié ces derniers mois, après quelques hésitations fugaces en 2007. C'est du moins ce que met en évidence l'observation de notre « **indicateur résumé du moral individuel** » : celui-ci tient compte à la fois des appréciations personnelles sur les situations **présentes** et de celles formulées sur **l'avenir**. L'observation graphique de l'évolution de cet indice, semestre par semestre depuis 1979, apporte **quatre enseignements principaux** (Graphique 3) :

- * **L'indicateur est très franchement négatif** (- 29,1). C'est même le niveau le plus bas de toutes les enquêtes de début d'année réalisées au CREDOC depuis 1979. En fait, les taux atteints ces deux derniers semestres correspondent **au niveau historique le plus préoccupant** depuis que l'enquête existe.
- * **En juin 2007**, aussitôt après l'élection présidentielle, **un fugace, mais très significatif, espoir de redressement était apparu**. L'indice, tout en restant négatif, était repassé à - 8,2, ce qui correspondait à une nette amélioration par rapport aux quatre semestres précédents. La « chute » n'en a été que plus dure et la désillusion, spectaculaire : entre juin 2007 et juin 2008, l'indicateur a perdu plus de 28 points !
- * On pourrait presque émettre l'idée que par rapport à juin dernier, la situation se redresse légèrement. Mais on ne peut oublier qu'à - 29 en valeur absolue, **l'indice traduit un niveau de mécontentement personnel**, de tensions individuelles **jamais atteint auparavant**. L'indice se situe en effet au plus profond de la « zone rouge » des ressentiments, signe de l'étendue du malaise individuel du corps social aujourd'hui.
- * Enfin, situation inédite jusqu'à lors, « **l'indicateur résumé** » **est négatif dans toutes les catégories socio-démographiques sans aucune exception**. Même dans les années les plus « noires » jusqu'à maintenant, les **jeunes** (moins de 25 ans) avaient gardé un moral économique personnel positif. Ce n'est plus le cas : leur indice est cette année de - 3 (contre - 29 en moyenne).

Graphique 3

Les opinions des ménages sur leur situation personnelle, passée et à venir : l'indicateur résumé est depuis deux semestres à son niveau historique le plus bas



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- L'indicateur résumé est la moyenne arithmétique des deux indicateurs suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) ; perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives). La série proposée ici est la série brute, non désaisonnalisée.
P = enquête de Printemps (Juin),
D = enquête de début d'année (janvier).

Dans ce contexte, il paraît difficile de faire ressortir des groupes où le moral économique individuel ne serait pas atteint. On peut néanmoins opposer deux ensembles (Tableau 3) :

- **Là où « l'indicateur résumé » n'est que « légèrement négatif »** (jusqu'à - 10 quand même). Cela concerne exclusivement **trois catégories** : les moins de 35 ans, les travailleurs indépendants (- 9) et les cadres supérieurs (- 6).
- A l'opposé, dans quelques catégories sociales, assez lourdes démographiquement, l'indice est tel qu'on peut dire qu'**« on y broie totalement du noir »** (indice de - 36 à - 50, contre - 29 en moyenne) : bas revenus, plus de 50 ans, femmes au foyer, retraités, non-diplômés.

Dans tous les autres groupes, l'indice est compris entre - 10 et -35, révélateur de **l'étendue du trouble qui affecte aujourd'hui le moral des ménages** et exacerbe leurs ressentiments.

Tableau 3
Le moral individuel est au plus bas partout

	Indicateur résumé des ménages sur leur situation personnelle - Début 2009 -
. Moins de 25 ans.....	- 3
. De 25 à 34 ans.....	- 7
. De 35 à 49 ans.....	- 28
. De 50 à 64 ans.....	- 44
. 65 ans et plus.....	- 50
. Travailleur indépendant.....	- 9
. Cadre supérieur.....	- 6
. Profession intermédiaire.....	- 23
. Employé.....	- 26
. Ouvrier.....	- 28
. Femme au foyer.....	- 41
. Retraité.....	- 50
. Revenus du foyer : moins de 900 €/mois.....	- 37
. Revenus du foyer : de 1 500 à 3 100 €/mois.....	- 35
. Revenus du foyer : 3 100 €/mois et plus.....	- 13
. Ne dispose d'aucun diplôme.....	- 40
. Bac ou supérieur.....	- 19
. Réside dans une commune de moins de 2 000 hab.....	- 30
. Réside dans une agglo. régionale de 100 000 hab. et plus.....	- 26
. Réside à Paris - Agglomération parisienne.....	- 26
. Salarié du secteur public en CDI.....	- 23
Ensemble de la population.....	- 29

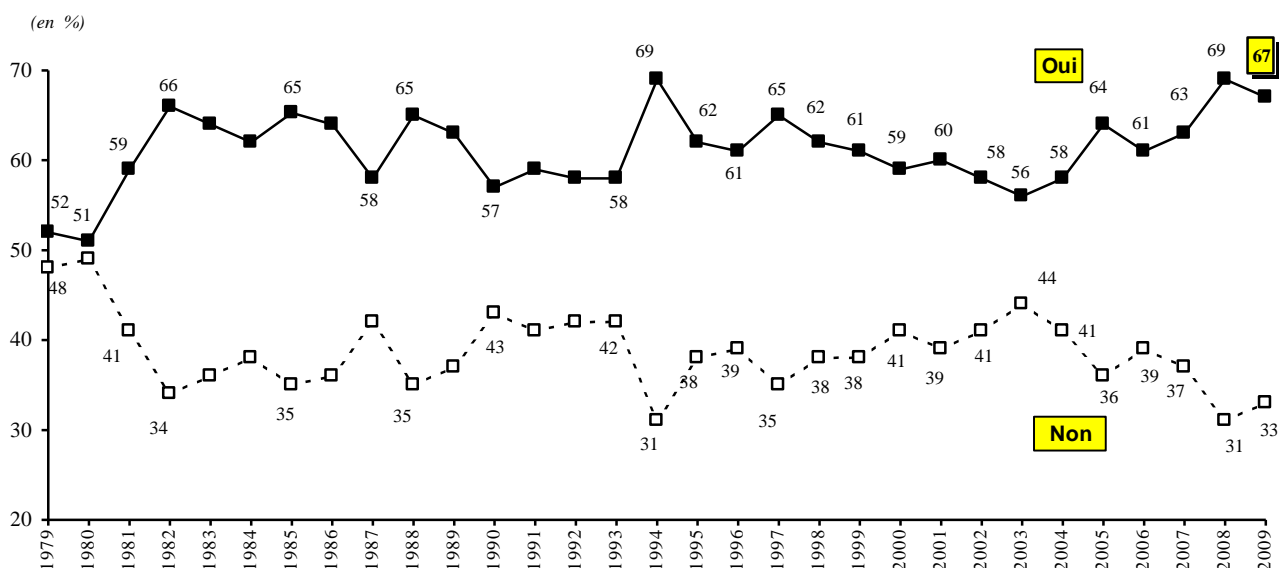
Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », début 2009.

2. Malgré une pause, les difficultés budgétaires restent élevées, notamment dans les groupes aisés

Est-ce là une des causes profondes du désenchantement actuel des Français face à l'avenir ? C'est, en tout cas, une des retombées les plus directes, les plus apparentes, de la déception spectaculaire de la population face à toute une série de déconvenues économiques et sociales (la croissance ne redémarre pas, les revenus stagnent, le chômage repart à la hausse...) : **l'exacerbation de l'opinion autour des préoccupations budgétaires est toujours très aiguë**, même si elle recule un peu cette année.

C'est en effet en fin 2007, après l'impatience de plusieurs mois de campagne électorale et une certaine idéalisation du changement, **que le pouvoir d'achat est, en quelque sorte, devenu l'exutoire du pays**¹. De fait, il y a un an, jamais le sentiment de devoir se « serrer la ceinture » n'avait été autant ressenti en France (69% de restrictions déclarées). En comparaison, le début 2009 montre une **pause relative** dans les difficultés budgétaires subies, même si elles restent d'un très haut niveau : **67% des Français disent aujourd'hui s'imposer des restrictions sur certains postes de leur budget**. C'est deux points de moins en un an (cf. Graphique 4).

Graphique 4
Vous imposez-vous régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

¹ Voir la note de conjoncture sociétale de l'an dernier : « Début 2008 : Un vent froid de déception souffle sur une opinion exaspérée par les difficultés budgétaires », G. Hatchuel, CREDOC, mars 2008.

En réalité, à bien y regarder, l'année 2008 a été marquée par **un double mouvement** : d'abord **un recul des restrictions subies**, entre janvier et juin 2008 ; le taux est en effet passé de 69% à 64%, lors de l'enquête de juin dernier. Ensuite, sous l'effet de la crise financière internationale et de ses conséquences, le taux de privations est **remonté**, pour atteindre les 67% au début 2009. Les restrictions ressenties, quoique de haut niveau, sont donc globalement moins aiguës qu'elles ne l'étaient il y a un an.

Mais ce double mouvement s'est traduit par des **modifications intra-catégorielles assez sensibles** : si les restrictions subies sont globalement moindres au début 2009, c'est parce qu'elles **ont reculé en bas et au milieu de l'échelle des revenus**, tandis qu'elles se sont maintenues ou ont légèrement augmenté au-delà de 2 300 Euros par mois (Tableau 4).

Tableau 4
Les restrictions ressenties ont reculé cette année en bas et au milieu de l'échelle des revenus

(Pourcentage d'individus déclarant
s'imposer régulièrement des restrictions)

	Début 2007	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008-2009
Revenus mensuels du foyer				
. Moins de 900 €	79	83	78	- 5
. De 900 à 1 500 €.....	72	77	73	- 4
. De 1 500 à 2 300 €.....	72	79	72	- 7
. De 2 300 à 3 100 €.....	61	68	69	+ 1
. Plus de 3 100 €	44	55	55	=
Ensemble.....	63	69	67	- 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Bien sûr, c'est toujours chez les bas revenus que les privations culminent (78%), comme chez les employés (78%) ou les femmes au foyer (75%) ; mais dans ces groupes, il y a eu début de recul, tandis que chez les diplômés (65%, + 1 point cette année) ou chez les Franciliens (71%, + 4 points), le malaise a continué à se propager. Ainsi, 55% des titulaires de hauts revenus disent aujourd'hui s'imposer des restrictions régulières, soit 11 points de plus en deux ans, tandis que chez les bas revenus, les restrictions ressenties ont perdu un point par rapport à 2007. Après la « flambée » des restrictions du début 2008, la situation est donc redevenue « quasi-normale » au bas de l'échelle (les restrictions étaient de 76-79% de 2004 à 2007) ou dans les classes moyennes, tandis que **dans les groupes aisés, le taux de privations déclaré reste d'au moins 10 points supérieurs à « l'habitude ».**

L'analyse détaillée des postes sur lesquels on déclare se restreindre confirme totalement ce double constat :

- D'abord, les restrictions ressenties sur **chacun** des onze postes observés, qui culminaient toutes l'an dernier à un niveau sans précédent, **ont reculé avec systématisme**, mais sans retour au niveau de 2007 (Tableau 5). On remarque cependant que, comparé à la situation d'il y a deux ans, on continue à se restreindre beaucoup, en termes relatifs, sur **l'alimentation** : 23% des Français déclaraient se priver sur ce poste en 2007 ; 32% le font aujourd'hui.

Tableau 5
Un recul assez systématique des restrictions, qui restent néanmoins à un niveau élevé

(en %)

	2007	2008	2009	Evolution 2008-2009
Pourcentage d'individus s'imposant régulièrement des restrictions (total)	63	69	67	- 2
Dont :				
. Sur les vacances, les loisirs.....	51	59	56	- 3
. Sur l'habillement	45	53	51	- 2
. Sur l'achat d'équipement ménager	44	51	49	- 2
. Sur les soins de beauté.....	39	46	44	- 2
. Sur la voiture	35	46	41	- 5
. Sur le téléphone	32	42	36	- 6
. Sur le logement.....	27	30	27	- 3
. Sur le tabac, les boissons	21	28	27	- 1
. Sur l'alimentation	23	34	32	- 2
. Sur les dépenses pour les enfants.....	18	22	19	- 3
. Sur les soins médicaux.....	9	13	12	- 1

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

- D'autre part, **les restrictions sur chaque poste ont beaucoup plus reculé en bas et au milieu de l'échelle des ressources** (Tableau 6). Tandis que chez les hauts revenus, les baisses ont été plus modérées. Mieux, il y a eu cette année, dans les groupes aisés, des augmentations de restrictions sur l'équipement ménager (+ 4 points), sur le logement (+ 5), sur l'alimentation (+ 1) et sur les soins médicaux (+ 1). Autrement dit, en termes relatifs, les « récriminations budgétaires » ne se sont cette année pas atténuées en haut de l'échelle des revenus, tandis qu'elles se sont réduites ailleurs.

Tableau 6
Les restrictions ressenties se sont beaucoup moins atténuées au-delà de 3 100 Euros/mois ⁽¹⁾

(en %)

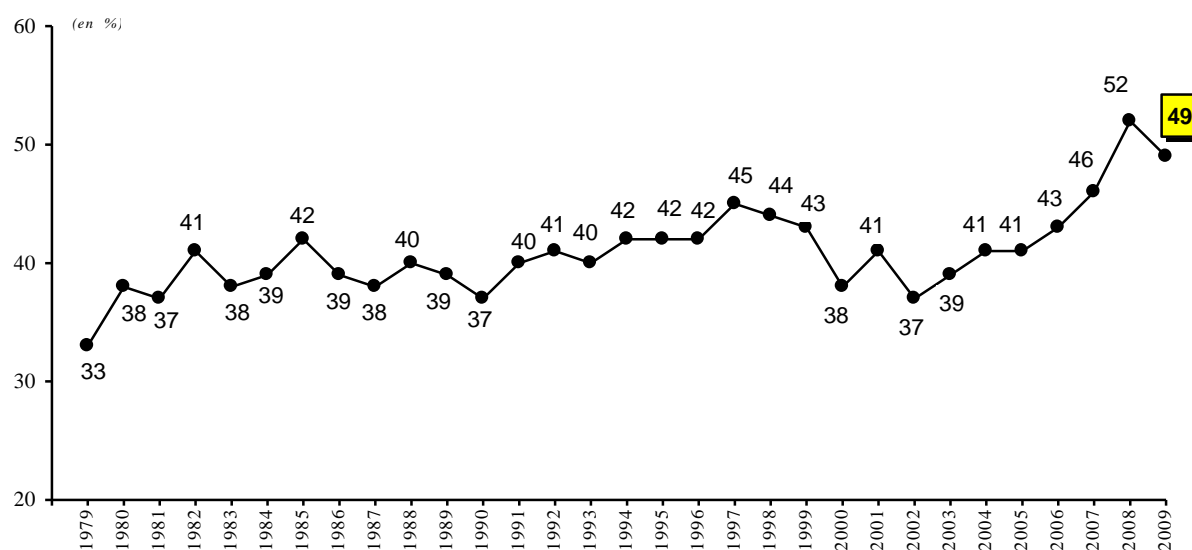
Pourcentage d'individus s'imposant des restrictions sur :	Bas revenus (moins de 900 Euros/mois)		Revenus moyens (1 500 à 2 300 Euros/mois)		Revenus de 3 100 Euros et plus/mois		Ensemble de la population	
. Les vacances-loisirs.....	65	(- 9)	61	(- 10)	45	(- 1)	56	(- 3)
. L'achat d'équipement ménager.....	58	(- 2)	54	(- 9)	41	(+ 4)	49	(- 2)
. La voiture	41	(- 4)	47	(- 8)	33	(- 5)	41	(- 5)
. Le téléphone	44	(- 15)	38	(- 9)	27	(- 3)	36	(- 6)
. L'alimentation	49	(- 3)	33	(- 4)	23	(+ 1)	32	(- 2)
. Le logement	32	(- 12)	31	(- 5)	22	(+ 5)	27	(- 3)
. Les soins médicaux.....	15	(- 10)	16	(+ 1)	6	(+ 1)	12	(- 1)

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

⁽¹⁾ Entre parenthèses, figure l'évolution 2008-2009. Seuls 7 postes de restrictions figurent ici pour faciliter la lisibilité.

Un autre élément vient confirmer **ce début de recul global** des soucis budgétaires auxquels les ménages se disent confrontés : l'an dernier, 52% des enquêtés se plaignaient de la « lourdeur de leurs charges de logement » (record historique) ; c'est aujourd'hui le cas de 49% d'entre eux (- 3 points, cf. Graphique 5). Néanmoins, malgré cette inflexion, le taux reste très élevé, plus qu'il ne l'avait jamais été avant 2008.

Graphique 5
Le pourcentage d'individus considérant que leurs dépenses de logement constituent, pour le budget de leur foyer, une « lourde ou très lourde » charge ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Nous y avons également fait figurer les 1 à 2% d'enquêtés déclarant « ne pas arriver à faire face à ces dépenses »

On remarquera cependant, à nouveau, que ce « taux de gênes » liées aux charges de logement a surtout reculé cette année chez les plus bas revenus (56%, - 10 points) ou

dans les classes moyennes (54%, - 2 points), tandis qu'il a progressé en haut de l'échelle (44%, + 4 points).

Comme si l'arrivée de la crise financière et économique internationale avait davantage fait prendre conscience, dans les groupes aisés, des contraintes budgétaires auxquelles chacun doit désormais faire face ; tandis que cette même crise, avec ses conséquences sociales, a contribué, à l'inverse, à « tempérer » **l'exacerbation des groupes intermédiaires ou du bas de l'échelle.**

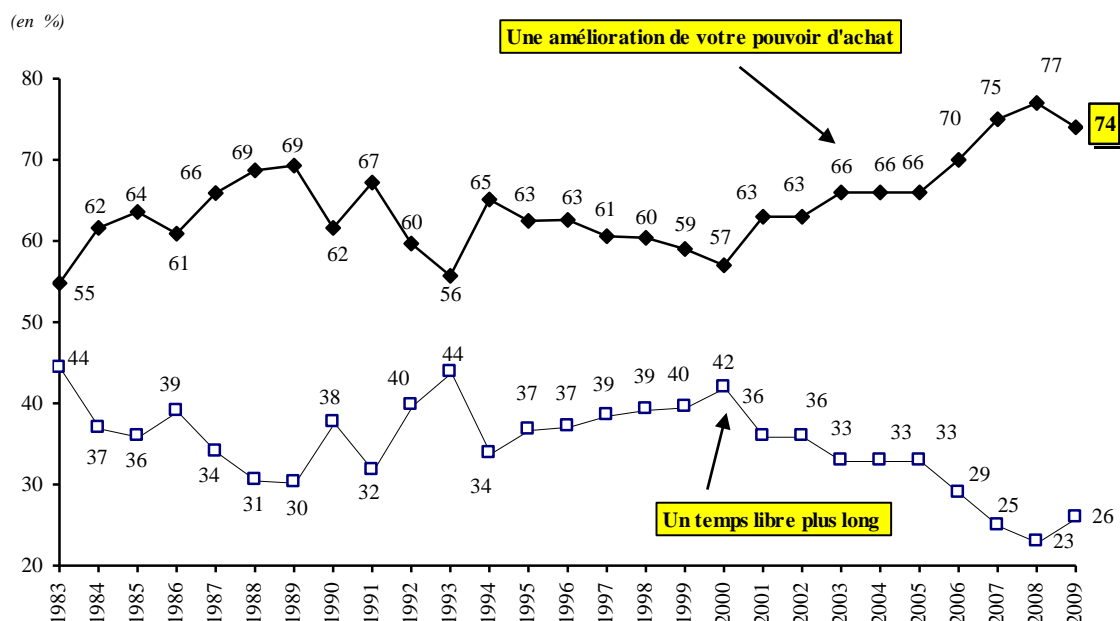
Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler ici que le sentiment de restrictions est, bien entendu, un des signes les plus patents de l'existence de tensions réelles sur les revenus. Mais il est en même temps l'indice d'une certaine « appétence à la consommation », d'un désir d'achat, manifestement réfréné, mais bien présent. En ce sens, on peut dire que les mouvements mis en évidence cette année traduisent le fait que le sentiment de **privations**, devant la dureté de la crise et l'angoisse qu'elle génère, commence à se relativiser, notamment chez les bas revenus. En même temps, **le désir de consommer** subsiste, en particulier en haut de l'échelle sociale, ce désir étant exacerbé, dans ces groupes, par l'existence de tensions inhabituelles sur les revenus.

Quoi qu'il en soit – et c'est un autre signe d'un léger recul des récriminations –, les attentes en matière de pouvoir d'achat marquent, après trois années de croissance, **une certaine pause**. Il est vrai que le chiffre de l'an dernier atteignait un niveau inégalé jusqu'alors : **74% des actifs** disent aujourd'hui préférer une amélioration de leur pouvoir d'achat à un accroissement de temps libre. Le taux était de 77% au début 2008. Il faut rappeler que, de 1983 à 2006, jamais plus de 69% de la population active n'avaient exprimé une telle préférence. Autrement dit, la demande est aujourd'hui un peu moins affirmée (- 3 points), même si elle reste forte. Voilà neuf ans qu'on n'avait pas décelé un quelconque recul sur ce thème (Graphique 6).

Graphique 6 Les préférences en matière d'amélioration du pouvoir d'achat restent fortes, malgré un début d'inflexion

Quelle est votre préférence entre ... ?

- Question posée aux seuls actifs -



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Ce recul correspond pour l'essentiel à une inflexion des attentes de pouvoir d'achat dans les groupes qui avaient connu sur ce sujet, l'an dernier, une certaine « fièvre », à savoir surtout les **classes moyennes**. C'était en effet d'abord chez les salariés des classes « intermédiaires » et chez les titulaires de revenus « moyens-hauts » (1 500 à 3 100 Euros/mois dans le foyer) que cette attente s'était propagée le plus les années précédentes ; et c'est dans ces groupes qu'elle recule maintenant le plus (- 6 points chez les employés, - 4 chez les professions intermédiaires, cf. Tableau 7). On remarquera d'ailleurs une inflexion de 12 points cette année chez les fonctionnaires (salariés du public en contrat à durée indéterminée). **L'exigence budgétaire des classes moyennes se tempérerait-elle avec l'arrivée de la crise ?**

On note néanmoins une remontée des attentes de pouvoir d'achat chez les plus bas revenus. Mais il est vrai que, dans ce groupe, le taux était presque anormalement bas il y a un an².

² Rappelons que nous ne parlons ici que des **actifs** ayant ce niveau de revenus.

Tableau 7
La demande d'accroissement du pouvoir d'achat : un recul dans les classes moyennes,
qui auparavant avait connu une « poussée de fièvre »

*(% d'actifs préférant une augmentation
de leur pouvoir d'achat)*

	Début 2007	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008-2009
Revenus mensuels du foyer				
. Moins de 900 Euros	78	76	82	+ 6
. 900 à 1 500 Euros	85	81	81	=
. 1 500 à 2 300 Euros	78	79	75	- 4
. 2 300 à 3 100 Euros	75	84	77	- 7
. 3 100 Euros et plus.....	65	68	67	- 1
Profession				
. Employé	78	84	78	- 6
. Profession intermédiaire.....	67	74	70	- 4
. Salarié du secteur public en CDI *	74	79	67	- 12
. Titulaire du bepc ou d'un diplôme technique inférieur au bac	77	82	79	- 3
Ensemble de la population	75	77	74	- 3

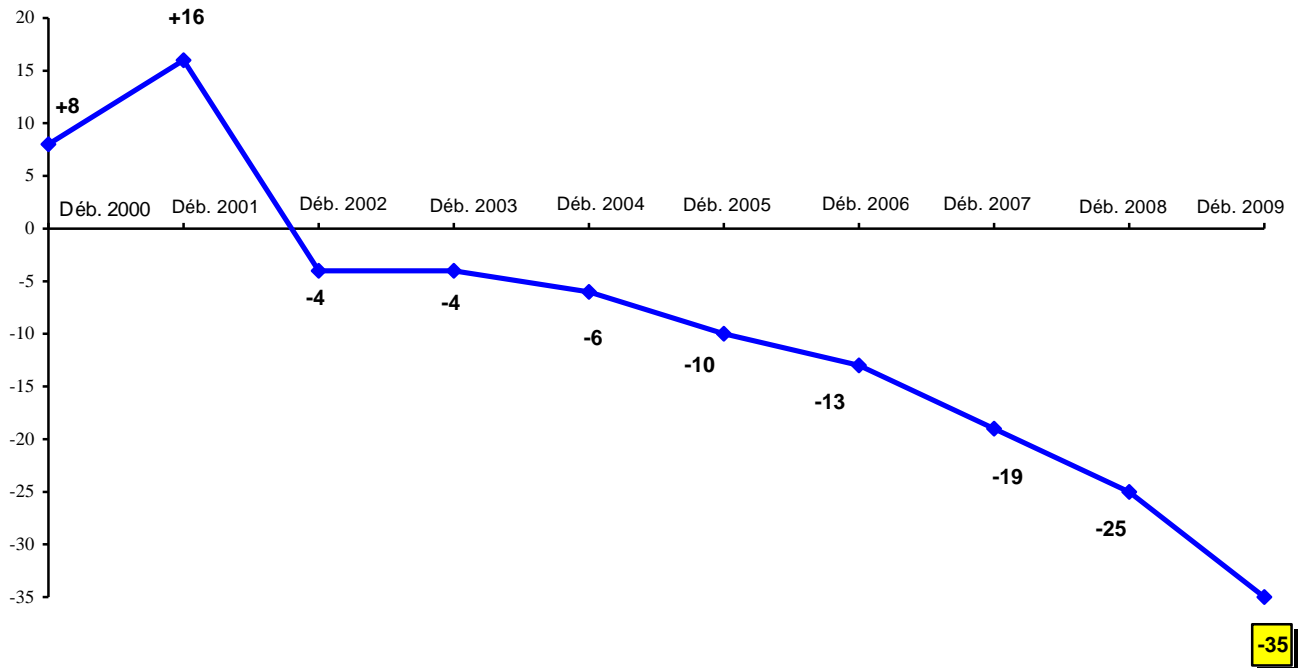
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

* Contrat à durée indéterminée

En tout cas, même si les tensions budgétaires ressenties sont un peu moins affirmées cette année, ce n'est pas pour autant que les ménages jugent la période propice aux gros achats. Au contraire, les effets de la crise jouent à plein : les jugements concernant l'opportunité de faire des acquisitions conséquentes (voiture, meubles, télévision...) continuent à s'infléchir négativement, et même **s'effondrent quasiment** (Graphique 7).

Depuis 2003 déjà, cet indicateur ne cessait de reculer. Le nombre d'enquêtés considérant la période non propice aux gros achats était en effet, l'an dernier, bien plus élevé que le nombre de ceux qui jugeaient la période favorable (solde négatif de – 25 points, alors qu'il était de – 4 au début 2003). Or il est maintenant passé à – 35, signe d'une nette détérioration du climat et d'une dégradation sérieuse des perspectives de consommation concernant le gros équipement. On en a d'ailleurs déjà vu récemment les effets sur les achats de meubles et dans le secteur automobile.

Graphique 7
**L'indicateur d'appétence conjoncturelle aux gros achats (meubles, télé, voiture, ...) ⁽¹⁾,
déjà en baisse, recule spectaculairement cette année**



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

⁽¹⁾ Il s'agit du solde entre le pourcentage d'individus trouvant le moment propice pour faire des achats importants et le pourcentage de ceux trouvant le moment défavorable

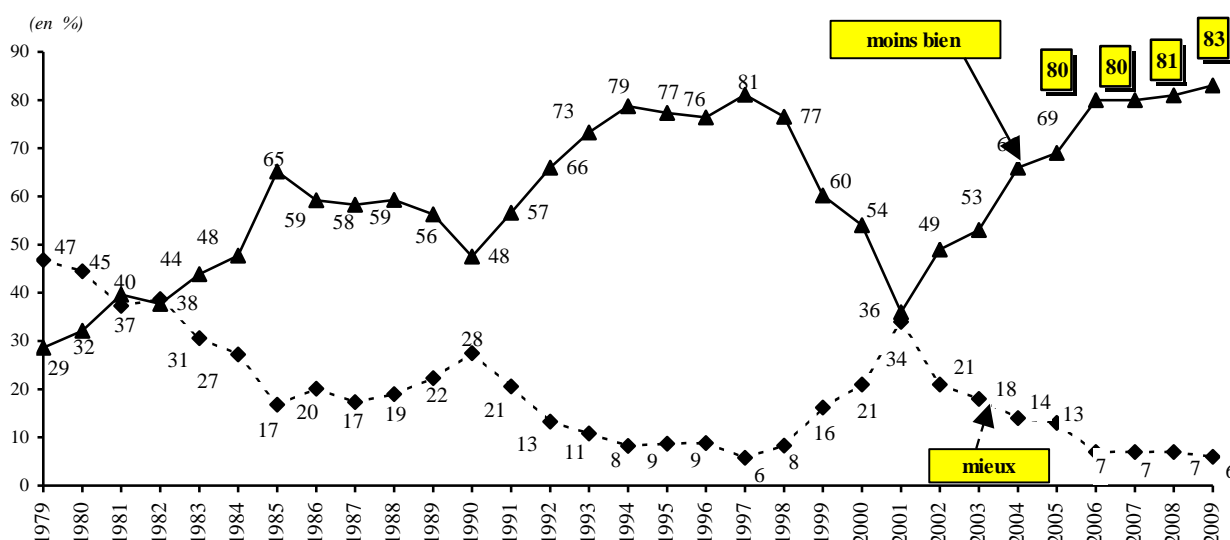
3. Le malaise collectif est d'un niveau sans précédent depuis trente ans

Pouvait-il en être autrement, compte tenu de l'ampleur de la crise qui frappe maintenant toutes les économies occidentales ? Toujours est-il que le **malaise collectif** qui affecte l'hexagone est, cette année, d'une exceptionnelle amplitude.

Il est vrai que cette crise est venue se greffer sur des perceptions sociétales qui « s'engluaient » déjà dans la morosité depuis au moins trois ans. Nous parlions à ce propos, l'an dernier, d'une sorte d'« **enkystement** » des interrogations désenchantées des Français sur la situation de leur congénères. Rien ne s'est, sur ce sujet, amélioré, bien au contraire. Il est probable que la **permanence** de ce malaise depuis déjà quatre ans explique une partie des angoisses actuelles de la population face à l'avenir, presque autant qu'y contribuent l'âpreté et la profondeur de la crise internationale actuelle.

C'est, en tout cas, plus des quatre cinquièmes de la population qui estiment maintenant que le **niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade : 83% des enquêtés partagent ce sentiment**. Le taux avait déjà atteint les 80% en 2006 et 2007, et égalé l'an dernier le précédent record de 81%. Jamais depuis trente et un ans, le trouble collectif n'avait été autant présent dans le pays (Graphique 8).

Graphique 8
En ce qui concerne le niveau de vie de l'ensemble des Français, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va ... ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

(1) Les réponses « c'est pareil » n'ont pas été présentées sur ce graphique. Elles représentent cette année 10% des avis, contre 11% l'an dernier.

Le moins qu'on puisse dire est que **ces tourments collectifs, et l'accablement qui les accompagne, sont omniprésents**, frôlant l'unanimité catégorielle : ils sont partagés,

autant en haut de l'échelle des revenus (85%, + 4 points cette année), qu'en bas (84%, + 2 points). Ils affectent aussi bien les non-diplômés (82%) que les diplômés du supérieur (86%), et ils touchent presque tous les membres de professions intermédiaires (90%, + 6 points cette année), comme 80% des ouvriers, 87% des employés et 85% des retraités ! Même les jeunes, encore en retrait l'an dernier, commencent à perdre ce qui leur restait de détachement (74% sont pessimistes, + 7 points cette année, cf. Tableau 8). Une seule exception : les travailleurs indépendants constituent le seul groupe où le trouble a reculé ces derniers mois, même si 70% d'entre eux croient aussi que le niveau de vie général se détériore (ce taux est en recul de 11 points par rapport à l'an dernier).

Tableau 8
Le pessimisme sur la situation des « autres » continue à se diffuser partout, sauf chez les travailleurs indépendants

(Pourcentage d'individus estimant que le niveau de vie de l'ensemble des Français se dégrade)

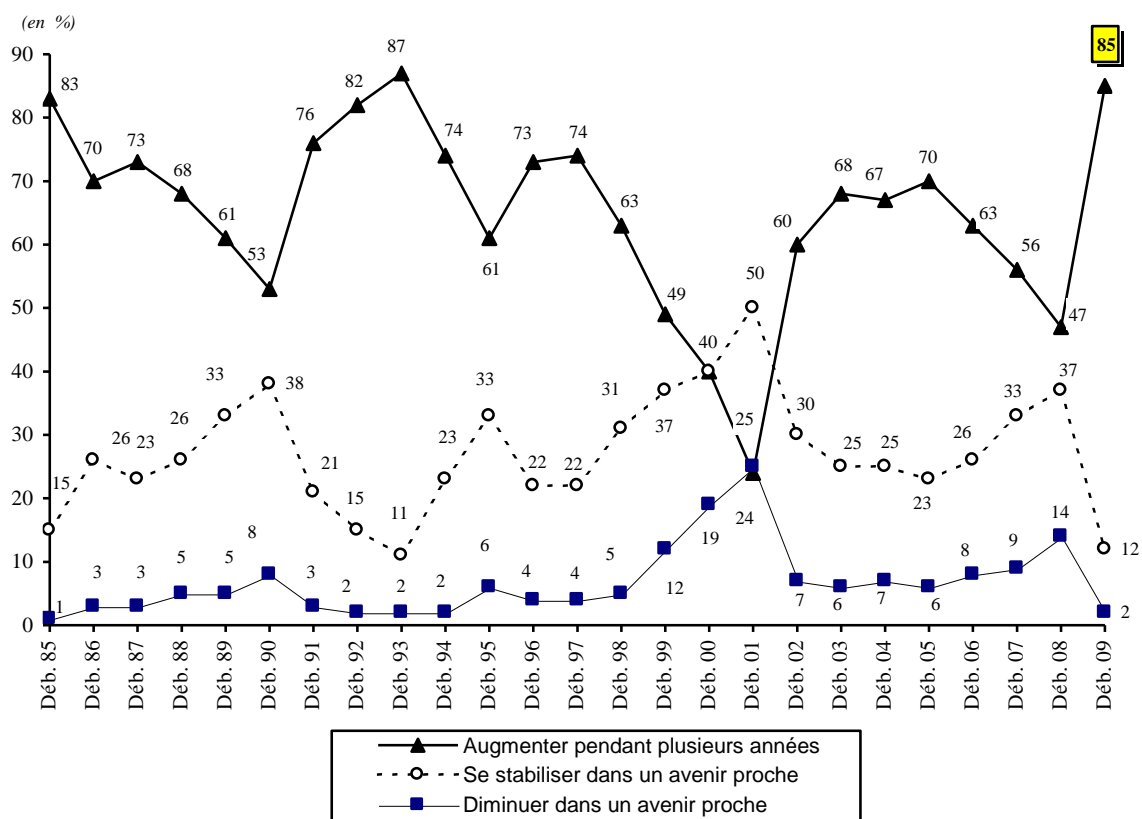
	Début 2007	Début 2008	Début 2009
. Revenus du foyer inférieurs à 900 €/mois	82	82	84
. Revenus du foyer compris entre 1 500 et 2 300 €/mois.....	77	81	85
. Revenus du foyer supérieurs à 3 100 €/mois.	79	81	85
. Travailleur indépendant	81	81	70
. Cadre supérieur	80	82	83
. Profession intermédiaire	80	84	90
. Employé.....	81	85	87
. Femme au foyer	84	83	83
. Ouvrier	81	79	80
. Retraité	79	81	85
. Moins de 25 ans	69	67	74
. 25 - 34 ans	80	84	85
. 35 - 49 ans	83	83	84
. 50 - 64 ans	81	87	85
. Plus de 65 ans.....	80	79	84
Ensemble de la population	80	81	83

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Cette nouvelle étape de progression du pessimisme collectif tient bien entendu, pour beaucoup, **aux anticipations négatives concernant l'évolution du chômage**. Il est vrai que le nombre de demandeurs d'emploi est reparti à la hausse dès la mi-2008 et qu'il n'a cessé, ces derniers mois, de s'amplifier. Mais on ne peut en même temps qu'être frappé par **l'ampleur et la soudaineté du revirement de l'opinion** sur cette question. Il est rare en effet d'observer dans notre enquête de telles fluctuations d'une année sur l'autre (Graphique 9) : au début 2008, 47% de la population croyaient que le nombre de chômeurs pourrait encore augmenter ; c'est maintenant le cas de **85% (+ 38 points en douze mois) !**

Graphique 9
Le nombre de Français croyant à une hausse du chômage progresse, d'un coup, de façon spectaculaire

A votre avis, le nombre de chômeurs va...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Cette progression exceptionnelle traduit clairement **l'angoisse** d'une opinion largement échaudée. Déjà l'an dernier, nous nous interrogeons, alors que pourtant le chômage reculait, sur le scepticisme d'une partie de la population qui semblait toujours douter de la capacité des gouvernants à vraiment juguler le fléau. Avec les méfaits de la crise et son cortège, ces derniers mois, de fermetures répétées d'usines ou d'annonces successives de plans de licenciement, le pays « déprime » totalement : il faut remonter seize ans en arrière, au début 1993, pour retrouver un tel taux de pessimisme à l'égard de l'évolution du chômage.

Voilà donc l'explication majeure de **cette perte de confiance des Français dans l'avenir** : 85% d'entre eux croient aujourd'hui à une augmentation durable du chômage dans le pays ; **le spectre du chômage de masse est réapparu**. En fait, les deux principales questions de l'enquête qui se réfèrent aux **perspectives d'avenir** (*le chômage va-t-il augmenter ? Les conditions de vie prochaines vont-elles se dégrader ?*) sont celles qui progressent négativement le plus cette année. **C'est l'angoisse du lendemain qui caractérise aujourd'hui le corps social et qui explique son accablement.**

On ne peut d'ailleurs manquer de parler ici d'anxiété **générale**. Cette montée du pessimisme en matière de chômage a en effet touché **indifféremment** tous les groupes sociaux sans aucune exception : les hauts revenus encore plus que les bas revenus, les jeunes et les seniors, les ruraux ou les urbains, tous ont vu leurs pronostics négatifs s'accroître de 30 à 45 points cette année. Les plus « optimistes » à l'égard du chômage sont les travailleurs indépendants et les jeunes, alors que, même chez eux, 77% croient à la poursuite de l'augmentation du fléau (Tableau 9).

Tableau 9
Un accroissement général du pourcentage d'individus estimant que le nombre de chômeurs va continuer d'augmenter

	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008- 2009 <i>(en %)</i>
. Revenus inférieurs à 900 €/mois	55	85	+ 30
. Revenus compris entre 1 500 et 2 300 €/mois.....	51	87	+ 36
. Revenus supérieurs à 3 100 €/mois.	38	80	+ 42
. Cadre (moyen ou supérieur)	42	84	+ 42
. Employé	51	86	+ 35
. Ouvrier	49	89	+ 40
. Travailleur indépendant	47	77	+ 30
. Moins de 2 000 habitants	51	87	+ 36
. Paris - agglomération parisienne	42	80	+ 38
. Ne dispose d'aucun diplôme	52	88	+ 36
. Diplômé du supérieur	41	83	+ 42
. Moins de 25 ans	44	77	+ 33
. 35 - 49 ans.....	48	85	+ 37
. 65 ans et plus.....	43	88	+ 45
Ensemble de la population	47	85	+ 38

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Exemple de lecture : 84% des cadres pensent que le nombre de chômeurs va continuer à augmenter. Ce taux a gagné 42 points en un an.

Corrélativement, l'inquiétude personnelle à l'égard du chômage (pour soi ou pour ses proches) s'accroît : elle touche cette année 68% des enquêtés (6 points de plus en un an). Cette crainte est partagée par 79% des ouvriers, 75% des employés, mais aussi 63% des cadres supérieurs, 56% des diplômés du supérieur et 59% des hauts revenus.

Mais encore convient-il de préciser que le pessimisme collectif mis en évidence ici reflète davantage **la conviction que le chômage risque de frapper un nombre toujours plus important de nos concitoyens**, qu'il n'est la traduction de craintes personnelles, effectives et concrètes, de perdre son propre emploi. Car 9% des enquêtés se disent actuellement menacés de chômage, tandis que 8% en sont déjà frappés. Ces taux sont heureusement nettement inférieurs aux inquiétudes collectives exprimées : on est, encore une fois, **plus inquiet pour les « autres » que pour soi**.

En tout cas, il est intéressant, dans ce contexte de « marée noire » du pessimisme collectif, d'observer l'évolution de la confiance des Français dans **la capacité du gouvernement à résoudre les problèmes posés** (Tableau 10) : 66% ne lui font pas

crédit, mais 31% se montrent positifs. Certes, ce dernier pourcentage a perdu 6 points par rapport à l'an dernier. Mais on peut constater que si le malaise collectif n'a jamais été, ces cinq dernières années, d'une ampleur comparable à celui d'aujourd'hui, la confiance envers le gouvernement est un peu plus élevée actuellement qu'elle ne l'était de 2004 à 2007. L'opinion reconnaîtrait-elle la dimension internationale, **quasi-fataliste**, de cette crise ?

Tableau 10
Faites-vous confiance au gouvernement de François Fillon pour résoudre les problèmes qui se posent en France actuellement ?

(en %)

	Pour comparaison : gouvernement Raffarin		Pour comparaison : gouvernement Villepin		Début 2008	Début 2009
	Début 2004	Début 2005	Début 2006	Début 2007		
. Tout à fait confiance	4 } 28	3 } 23	3 } 26	2 } 22	5 } 37	4 } 31
. Plutôt confiance	24 } 28	20 } 23	23 } 26	20 } 22	32 } 37	27 } 31
. Plutôt pas confiance	29 } 67	32 } 74	35 } 69	33 } 73	28 } 60	31 } 66
. Pas du tout confiance	38 } 67	42 } 74	34 } 69	40 } 73	32 } 60	35 } 66
. Ne sait pas.....	4	3	5	5	-	3
Ensemble de la population	100	100	100	100	100	100

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Toujours est-il que, dans ce contexte, **les grandes préoccupations semblent en train de changer** dans la société française : « **le chômage** » y retrouve une place de choix, redevenant n° 1 de la hiérarchie des maux ressentis (33% des citations, + **11 points cette année**), à égalité avec « **les maladies graves** » qui, décidément, restent un souci prioritaire dans la population (Tableau 11). Cette montée du chômage dans les préoccupations hexagonales a, en tout cas, touché tous les groupes, à la seule exception des travailleurs indépendants.

Quant à la « **pauvreté en France** », elle réunit 32% des réponses, chiffre identique depuis quatre ans, traduction de la **compassion** de l'opinion à l'égard des plus défavorisés. En fait, ce sujet est, à l'image de ces dernières années, toujours en bonne place des soucis prioritaires lorsque le pessimisme concernant le niveau de vie de l'ensemble des Français est élevé.

Tableau 11
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

- Sommaton des deux premières réponses chaque année -

(Réponses classées par ordre décroissant des citations du début 2009)	(en %)										
	Début 1991	Début 1997	Début 1999	Début 2001	Début 2002	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008-2009
	(A)	(B)	(C)	(D)	(E)	(F)	(G)	(H)	(I)	(J)	(J) - (I)
. Le chômage	27	52	44	27	24	25	30	24	22	33	+ 11
. Les maladies graves	28	26	30	38	31	33	29	32	33	33	=
. La pauvreté en France	16	25	24	21	19	28	32	32	32	32	=
. La pauvreté dans le monde	15	16	19	17	17	23	23	22	21	25	+ 4
. La violence et l'insécurité	23	25	33	38	48	31	28	29	26	21	- 5
. La dégradation de l'environnement	12	8	8	18	14	17	19	19	25	16	- 9
. Les tensions internationales	16	5	5	6	10	12	8	11	13	15	+ 2
. La drogue	37	22	22	21	21	14	10	11	9	9	=
. Les conflits sociaux	4	5	4	4	5	4	6	5	6	7	+ 1
. L'immigration	17	13	10	8	10	10	11	12	11	6	- 5
. L'Europe	6	3	1	2	1	3	4	3	2	2	=

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

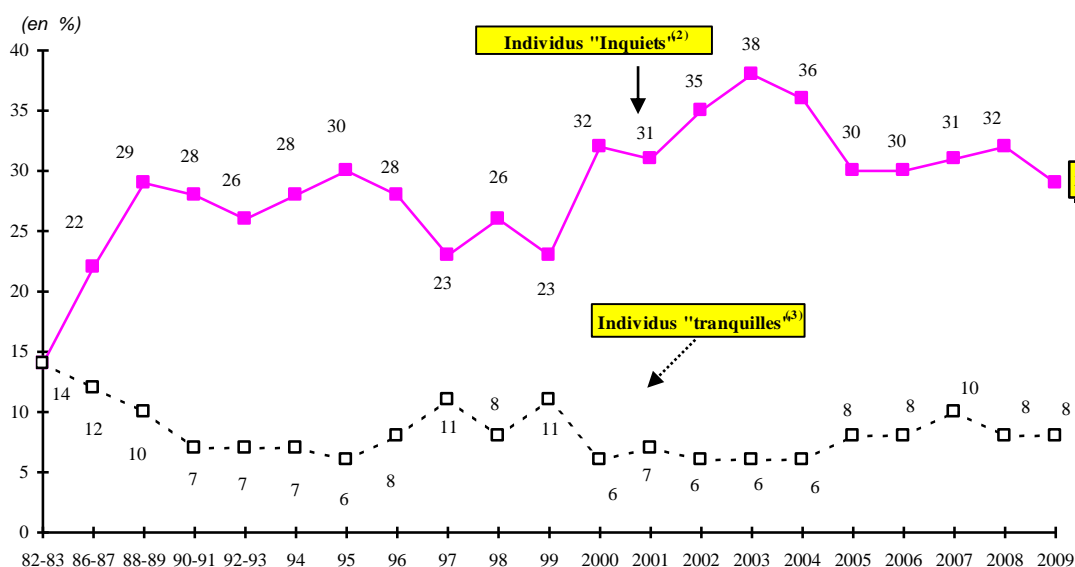
En fait, l'augmentation des soucis collectifs concernant le chômage a été cette année « compensée » par **une baisse très significative des préoccupations relatives à « la dégradation de l'environnement »** (- 9 points). Ce recul est d'autant plus notable qu'il a affecté **toutes** les catégories de revenus (de - 6 à - 14 points) et aussi bien par exemple les groupes d'actifs que les inactifs (- 10 chez les retraités), ou les ruraux au même titre que les urbains (- 8 à - 12 points). Comme si la montée des préoccupations environnementales n'avait été, avec l'arrivée des difficultés économiques, qu'un bref « feu de paille » plus ou moins lié au Grenelle de l'Environnement.

Il reste qu'avec 16% des citations, ce thème passe cette année derrière « **la pauvreté dans le monde** », qui s'adjuge maintenant la quatrième place des tracas sociétaux (25%, + 4 points en un an). La crise, qui frappe la planète entière, favoriserait-elle la montée d'un sentiment de compassion, non seulement à l'égard des plus défavorisés de nos compatriotes (cf. ci-après), mais aussi à l'égard des populations les plus pauvres dans les pays moins développés ?

Le recul de deux autres préoccupations mérite également grande attention : « **l'immigration** » perd 5 points cette année ; « **la violence, l'insécurité** » en cède 5 également, atteignant son niveau le plus bas depuis « l'inflation sécuritaire » de 2002.

Est-ce en lien avec cette baisse des tourments relatifs à la sécurité quotidienne ? Quoi qu'il en soit – et c'est une nouveauté de cette année – **l'indicateur d'inquiétudes recule significativement : 29% des Français peuvent être aujourd'hui considérés comme inquiets**. Le taux a cédé 3 points en douze mois, repassant, pour la première fois depuis neuf ans, au-dessous du palier des 30% (Graphique 10). C'est un sérieux « coup de canif » dans cet ancrage des peurs qui, depuis le début 2000, constituait la toile de fond du climat d'anxiété hexagonale⁽³⁾. On est donc revenu – assez paradoxalement, compte tenu de la morosité générale – au niveau des inquiétudes des années 90.

Graphique 10
Pour la première fois depuis 2000, le nombre d'inquiets passe en dessous du seuil des 30% ⁽¹⁾



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- (1) L'indicateur d'inquiétudes prend en compte quatre sujets différents : risque d'une maladie grave, risque d'un accident de la route, risque d'une agression dans la rue et risque d'un accident de centrale nucléaire.
- (2) Pourcentage d'individus déclarant éprouver de l'inquiétude, pour eux ou pour leurs proches, face à chacun des quatre sujets retenus (**cumul** des quatre domaines).
- (3) Pourcentage d'individus déclarant ne pas éprouver d'inquiétudes, pour eux ou pour leurs proches, sur **aucun** des quatre sujets retenus.

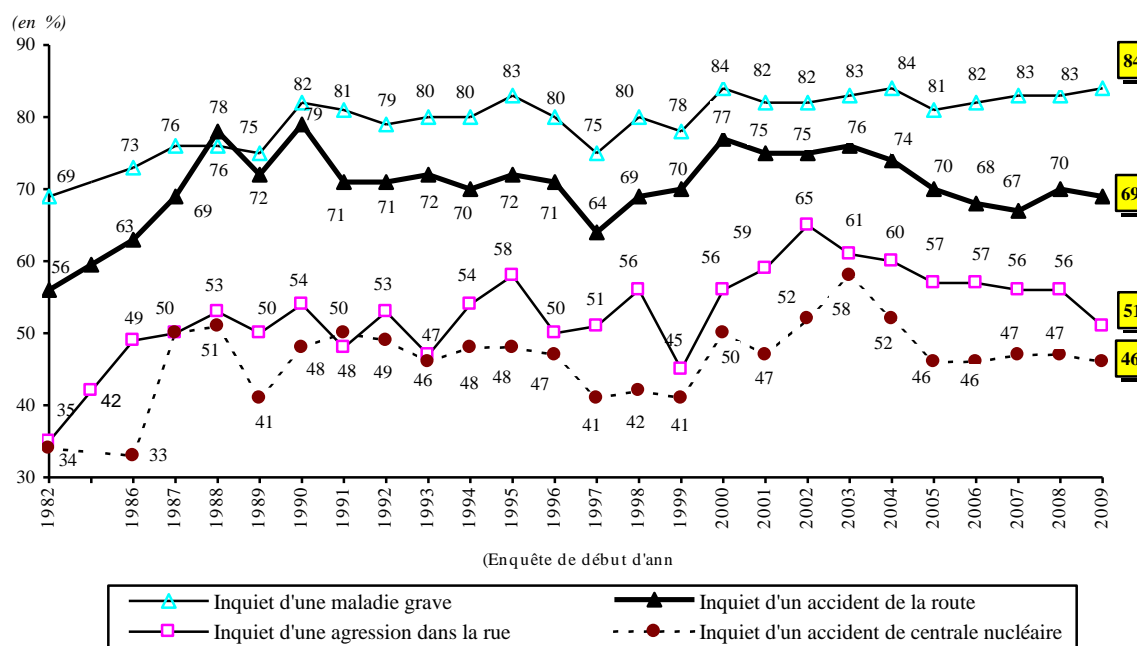
On restera très prudent sur la durabilité de ce mouvement de recul : il est encore trop tôt pour dire si c'est « le malaise existentiel » lié à l'omniprésence de peurs multiformes, sans cesse renouvelées, qui a commencé à durablement s'atténuer dans la société française, ou s'il s'agit là d'un repli très ponctuel, plus ou moins éphémère, lié à un début significatif de réconfort en matière d'insécurité. Il faut en effet rappeler que notre indicateur **synthétise** les attitudes portant sur quatre variables différentes, **quatre sujets**

³ Voir la note de conjoncture sociétale du début 2007, « Début 2007 : Insatisfaite et impatiente, l'opinion est tenaillée par un profond désir de changement », G. Hatchuel, CREDOC, mars 2007.

de risques distincts (desquels le chômage a été volontairement exclu). Ces risques ont trait à des dangers aussi bien **individuels** (maladie grave, accident de la route, agression dans la rue) que **collectifs** (accident de centrale nucléaire). L'indicateur mesure le nombre de personnes **inquiètes conjointement sur les quatre thèmes** : il traduit donc *a priori* une « peur cumulée », non réductible à un seul sujet.

Or, l'observation des courbes du Graphique 11 montre qu'il n'y a pas vraiment eu de réduction générale des craintes, mais essentiellement une baisse marquée des inquiétudes concernant **le risque d'agression dans la rue** (51% d'inquiets, - 5 points en un an). Certes, on observe bien une inflexion des peurs concernant l'accident de la route (69%, - 1 point) ou l'accident de centrale nucléaire (46%, - 1 point), mais les craintes concernant la maladie grave ont, quant à elles, retrouvé leur niveau record (84% d'inquiets, + 1 point). En un mot, **l'indicateur marque un début de baisse, tiré par la reconnaissance d'un mieux en matière d'insécurité quotidienne.**

Graphique 11
L'analyse des différentes peurs : c'est surtout la crainte de l'agression dans la rue qui recule



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Cet événement est en tout cas loin d'être anodin : en sept ans, les peurs liées à l'agression dans la rue ont reculé de 14 points. L'indicateur général d'inquiétudes lui-même revient au niveau des années 1994-1996, avant la poussée spectaculaire des craintes dans les catégories moyennes ou aisées. D'ailleurs, cette année, c'est surtout dans ces groupes que l'indicateur a le plus reculé (cadres, hauts revenus, Franciliens, diplômés...).

Autrement dit, on observe que **malgré la montée du malaise collectif** concernant l'évolution des revenus ou la progression du chômage, **les Français ne se sont pas recroquevillés cette année sur des attitudes par trop craintives**. Il y a là, par rapport au passé récent, un élément nouveau qui méritera d'être suivi attentivement ces prochains mois.

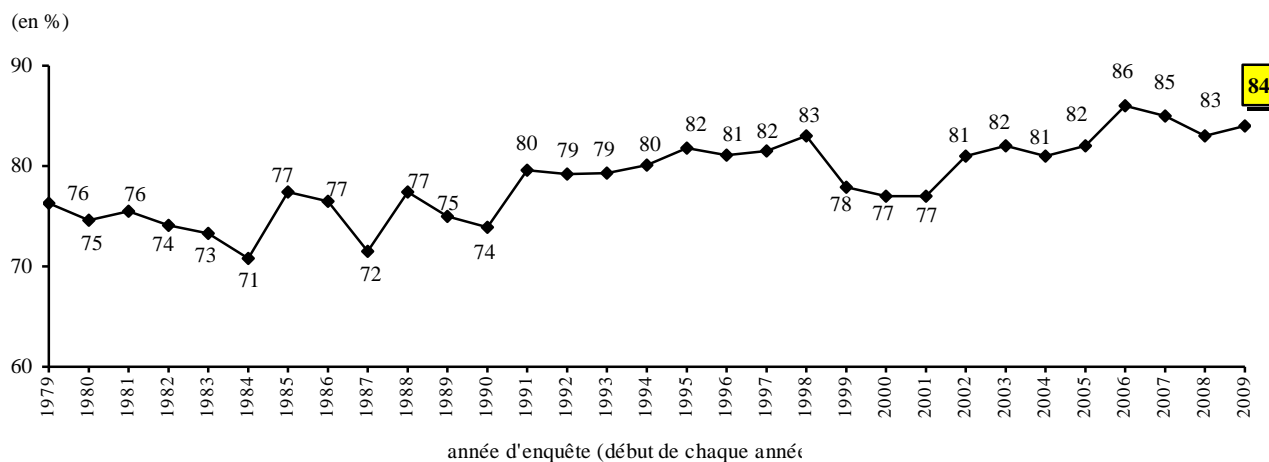
4. La demande de réformes profondes de la société est toujours présente, mais le radicalisme recule

Finalement, mis bout à bout, les tourments collectifs et les récriminations individuelles de ce début 2009, exceptionnels par leur intensité, auraient pu avoir deux types de conséquences : soit celle de donner libre cours à une poussée de découragement ou **d'abattement** du corps social, frappé d'immobilisme car accablé par la profondeur de la crise ; soit celle de favoriser une montée particulièrement virulente de « **radicalisme** », stimulée notamment par la résurgence d'une série de conflits sociaux et la multiplication de grèves de portée nationale. Or, **ni l'une ni l'autre de ces hypothèses ne semblent – pour l'instant – clairement se faire jour**, si l'on en croit les opinions affichées dans l'enquête.

Bien sûr, il convient, sur ces questions, de rester particulièrement **prudent** : l'insatisfaction du pays est telle – rappelons qu'il s'agit du niveau record de mécontentement depuis 1979 (cf. annexe) – que toute étincelle soudaine pourrait faire dangereusement tanguer le balancier parfois incertain des opinions. Il reste que les résultats de l'enquête de janvier 2009 **contrecarrent deux interprétations** qu'on a pu voir poindre ici et là ces dernières semaines :

- D'abord, même si le pays est mécontent, **le désir de réformes profondes est encore très présent**. Certes, la volonté réformatrice a toujours été dans notre pays, depuis trente ans, d'un niveau élevé ; mais il est vrai que cette demande se situe, cette année encore, à un seuil rarement atteint depuis 1979 : **84% de nos concitoyens considèrent que la société française doit se transformer profondément** (Graphique 12). Le taux a gagné un point cette année. Bien entendu, on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'une demande « symbolique » de changements, tant on sait que dans notre pays, les réformes font peur en même temps qu'on les réclame. Néanmoins, le fait que le taux atteint ici n'ait pas reculé cette année, alors que la question des réformes – et leur opportunité – est clairement au cœur des débats de ces derniers mois, traduit bien l'existence d'un désir, très majoritaire, que le pays continue à se transformer.

Graphique 12
Le pourcentage d'individus estimant que la société française a besoin de se transformer profondément

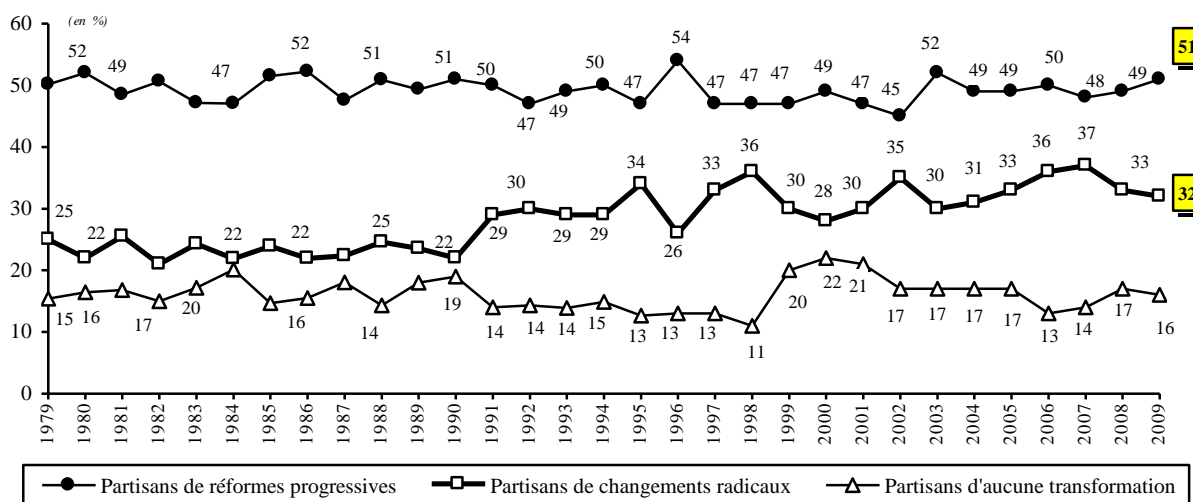


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

- Ensuite, l'état d'impatience collective – et de radicalisme – face au changement, qui tenaillait l'hexagone en 2007, continue à s'apaiser : **le nombre de partisans de changements « radicaux » poursuit sa baisse** (32%, contre 33% l'an dernier et 37% en 2007), tandis que **les tenants de « réformes progressives » sont davantage représentés** (51%, contre 49% l'an dernier). Il y a là la marque d'**un recul de « l'exacerbation protestataire »**, exacerbation qu'en général on voit poindre quand, dans notre enquête, le niveau de « radicalisme » est élevé : à 32%, ce taux n'a aujourd'hui plus rien d'exceptionnel, comme on peut le constater au vu des chiffres de cette dernière décennie (Graphique 13).

Précisons-le bien cependant : cela ne signifie aucunement que le climat n'est pas revendicatif. Mais l'analyse conforte le sentiment que le corps social n'est apparemment pas dans une exaspération virulente, proche de la « révolte ». **Les premiers symptômes de l'âpreté de la crise et de l'accablement face à la montée du chômage n'auraient-il pas commencé à exercer ici un rôle démobilisateur, d'atténuation de la colère revendicative ?**

Graphique 13
Une forte demande de réformes, surtout progressives : le radicalisme recule



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Une chose est sûre : **en deux ans, le recul du radicalisme a affecté quasiment tous les groupes socio-démographiques.** Et si l'on ne retient que les dix catégories les plus « revendicatives » l'an dernier (celles où le pourcentage de partisans de réformes radicales atteignait ou dépassait les 36%), on remarque que dans une seule (les ouvriers), le radicalisme a continué à s'accroître. Dans toutes les autres, le nombre de « radicaux » s'est stabilisé ou a reculé, et le pourcentage de partisans de « réformes progressives » s'est accru (Tableau 12).

En pratique, dans deux groupes seulement, le radicalisme continue à être très élevé aujourd'hui : chez **les ouvriers** (42% de « radicaux ») et chez **les chômeurs** (41%). Mis à part ces deux groupes, le taux de radicaux ne dépasse plus, dans aucune catégorie, les 37%. **Les revendications, bien présentes dans le corps social, ne s'inscrivent donc pas aujourd'hui – temporairement ? – dans un climat général de fronde, notamment virulent,** même si l'effervescence est par contre très aiguë chez les ouvriers.

Tableau 12
Un recul du radicalisme dans la plupart des groupes hier les plus revendicatifs

(Pourcentage d'individus partisans
de réformes radicales)

Les groupes où le pourcentage de « radicaux » était le plus élevé l'an dernier	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008- 2009	Pour comparaison : évolution 2008-2009 du pourcentage d'individus souhaitant des « réformes progressives de la société »
	. Ouvrier	39	42	+ 3
. Revenus du foyer compris entre 900 et 1 500 € / mois	39	32	- 7	+ 6
. Exerce en contrat à durée déterminée ou en intérim	39	34	- 5	+ 8
. Habite dans la région Nord	39	27	- 12	+ 12
. Habite dans la région Est.	39	37	- 2	+ 3
. Réside dans une agglo. de 2 000 à 20 000 hab.	38	31	- 7	+ 4
. Travailleur indépendant	37	37	=	+ 1
. A de 25 à 34 ans	36	34	- 2	+ 5
. Homme actif	36	35	- 1	+ 4
. Diplômé du bepc, technique inf. au bac.....	36	36	=	+ 6
Ensemble de la population	33	32	1	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

C'est le même constat de maintien de la volonté de réformes – même si elle est exprimée maintenant de façon moins radicale – qu'on retrouve dans l'observation des réponses aux questions, posées pour la première fois en 2007, sur **les changements de fond** à apporter dans la société française.

Certes, comme c'était le cas l'an dernier, une **légère baisse** est apparue ici, mais elle ne peut masquer le niveau considérablement élevé des attentes exprimées (Tableau 13) : plus des quatre cinquièmes de la population (83%, - 2 points cette année) estiment en effet qu'il faut apporter des changements profonds « **dans le système éducatif français** ». 80% (- 2 points cette année) reconnaissent la nécessité de forts changements « **dans le fonctionnement des services publics** ». 78% (même chiffre que l'an dernier) attendent de sérieuses transformations « **dans le fonctionnement des institutions** ». Enfin, un même nombre de nos concitoyens (78%, comme en 2008) espèrent des évolutions significatives « **en matière d'aide et de protection sociales** ». En un mot, **l'aspiration au changement est toujours imposante, massive.**

Tableau 13
Malgré une très légère inflexion, l'attente de changements reste considérable

A votre avis, faut-il, dans la société française, apporter de profonds changements

(% de réponses « oui »)

(Modalités classées dans l'ordre de présentation à l'enquête)	Début 2007	Début 2008	Début 2009
. Dans le fonctionnement des institutions ?	81	78	78
. Dans le système éducatif ?	88	85	83
. Dans le fonctionnement des services publics ?	83	82	80
. En matière d'aide et de protection sociales ?	80	78	78
Réponse « oui » aux quatre changements à la fois (les « réformateurs profonds »)	62	59	57

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Au total, force est de constater que **57% de la population prônent les quatre types de réformes à la fois**, alors même que chacune d'entre elles est particulièrement **lourde** : bien sûr, le recul observé (- 2 points cette année, - 5 en deux ans) est significatif, mais il ne peut cacher l'importance du désir de renouveau dans le pays.

En tout cas, quand on détaille l'évolution catégorielle, sur douze mois, du nombre de « réformateurs profonds » (c'est-à-dire les demandeurs de changements sur les quatre sujets à la fois), on peut en tirer **deux conclusions** confirmant les affirmations précédentes :

- * D'abord, dans tous les groupes socio-démographiques, la proportion de « réformateurs » reste majoritaire (de 52 à 66%), même après le léger recul de cette année. Signe que **l'envie de renouveau reste très vivace dans l'hexagone**. Une seule exception : chez les retraités (et donc les plus de 65 ans), le pourcentage de « réformateurs profonds » a perdu 11 points ces douze derniers mois (de 59 à 48%) : le malaise actuel des seniors, très intense (*cf.* ci-dessus), semble donc aujourd'hui commencer à s'accompagner, chez eux, d'un net affaiblissement des exigences réformatrices. Ils avaient pourtant connu, sur ces sujets, une relative « poussée de fièvre » en 2007-2008.
- * Ensuite, dans les quelques catégories où le nombre de « réformateurs profonds » s'est accru cette année, on observe que, parallèlement, **c'est la demande de réformes progressives qui a le plus progressé** (Tableau 14), et non celle de « radicalisme ». Autrement dit, même quand l'envie de réformes continue à s'affirmer, on attend qu'elle s'accompagne maintenant **de davantage de souplesse**,

de plus de progressivité que de ruptures brusques. C'est ce qu'on observe notamment chez les fonctionnaires (salariés du secteur public en CDI). Une exception notable cependant, déjà évoquée précédemment : **les ouvriers** sont les seuls à se démarquer ici ; ils demandent encore plus de changements qu'en 2008, mais avec une accentuation de leurs exigences de réformes radicales.

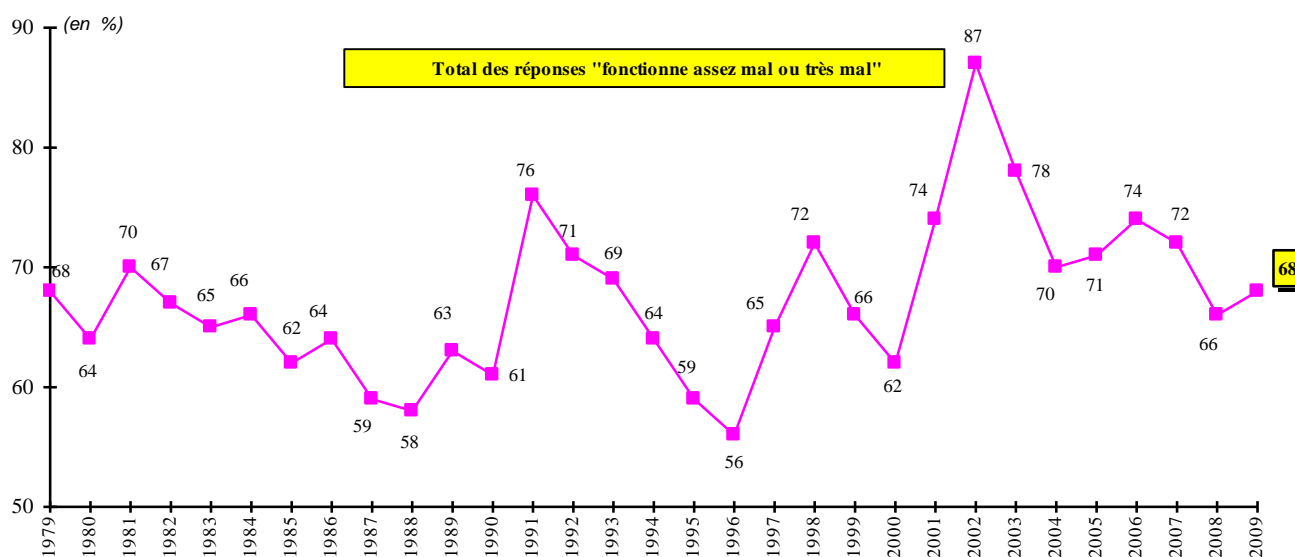
Tableau 14
Les groupes où le pourcentage de « réformateurs profonds » s'est accru sont ceux qui demandent plus de réformes « progressives »

<i>Quelques-uns des groupes où le nombre de « réformateurs profonds » a nettement progressé cette année (demandeurs de réformes sur les quatre sujets évoqués au Tableau 13) :</i>	<i>(Pourcentage de réformateurs profonds)</i>			Evolution 2008-2009 du pourcentage de demandeurs de :	
	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008- 2009	Réformes « radicales »	Réformes « progressives »
. Réside dans l'aggl. parisienne et a moins de 40 ans	49	62	+ 13	+ 1	+ 5
. Salarié du secteur public en CDI.....	52	64	+ 12	=	+ 5
. Exerce en intérim ou en CDD	56	62	+ 6	- 5	+ 8
. Réside dans la région Nord.....	52	58	+ 6	- 12	+ 12
. Cadre supérieur	51	57	+ 6	=	+ 8
. Ouvrier.....	60	65	+ 5	+ 3	+ 1
. A de 35 à 49 ans	63	66	+ 3	+ 1	+ 1
. Femme active	63	65	+ 2	=	+ 3
. Homme actif	57	60	+ 3	- 1	+ 4
Ensemble de la population	59	57	- 2	- 1	+ 2

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

Quoi qu'il en soit, les critiques sur l'institution judiciaire, sans retrouver le niveau des années 2006 et 2007, remontent en ce début 2009 : **68% de la population estiment que la justice fonctionne mal dans notre pays** (+ 2 points en un an, Graphique 14). Il y a là, au-delà du mécontentement assez habituel à l'égard de la justice, la marque du maintien de la soif de changements institutionnels. Et on note encore une fois que les groupes où les critiques sur la justice se sont le plus accrues cette année ne sont pas les plus « radicaux » des Français : cette augmentation a davantage concerné les diplômés du supérieur (69% critiquent le fonctionnement de la justice, + 7 points cette année), les Franciliens (68%, + 8 points), les cadres (73%, + 6 points) ou les fonctionnaires (70%, + 6 points), voire les retraités (65%, + 4 points).

Graphique 14
Une remontée du pourcentage d'individus estimant que la justice fonctionne mal en France



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français »

Ainsi, malgré la lourdeur du pessimisme collectif actuel et le mécontentement affiché à l'égard de l'évolution des conditions de vie, l'enquête de ce début d'année semble montrer qu'il n'y a pas vraiment dans le pays un climat général de fronde, particulièrement véhémement, même si les revendications sont acérées. L'hexagone n'est pas non plus plongé, il faut le dire, dans une frilosité apeurée, teintée d'immobilisme. **On aurait bien tort, en tout cas, d'imaginer que les réformes sociétales ne sont plus du tout au goût du jour.**

5. Le retour d'une certaine compassion à l'égard des plus défavorisés contribue à atténuer les interrogations sur le système social

Il aurait été particulièrement surprenant que **l'ampleur record du pessimisme collectif** qui nappe aujourd'hui le pays, que le **désarroi** actuel face à la résurgence du spectre du chômage de masse et que **l'omniprésence des difficultés budgétaires** qui tenaillent une bonne partie du corps social n'aient pas de conséquences directes, de retentissements significatifs sur la façon dont les Français voient le système des prestations sociales, son efficacité et ses bénéficiaires.

D'ailleurs, l'impérieux « retour de l'Etat », celui que l'on observe en matière financière et économique ces derniers mois, afin de faire face aux déconvenues de la crise, aurait pu à lui seul suffire à apporter quelques inflexions notables au regard porté sur l'Etat-Providence et sur l'opportunité de ses interventions.

De fait, des changements significatifs commencent à apparaître ici. Mais ils sont peut-être un peu moins importants qu'on aurait pu, de prime abord, l'imaginer compte tenu de l'exacerbation actuelle du malaise sociétal.

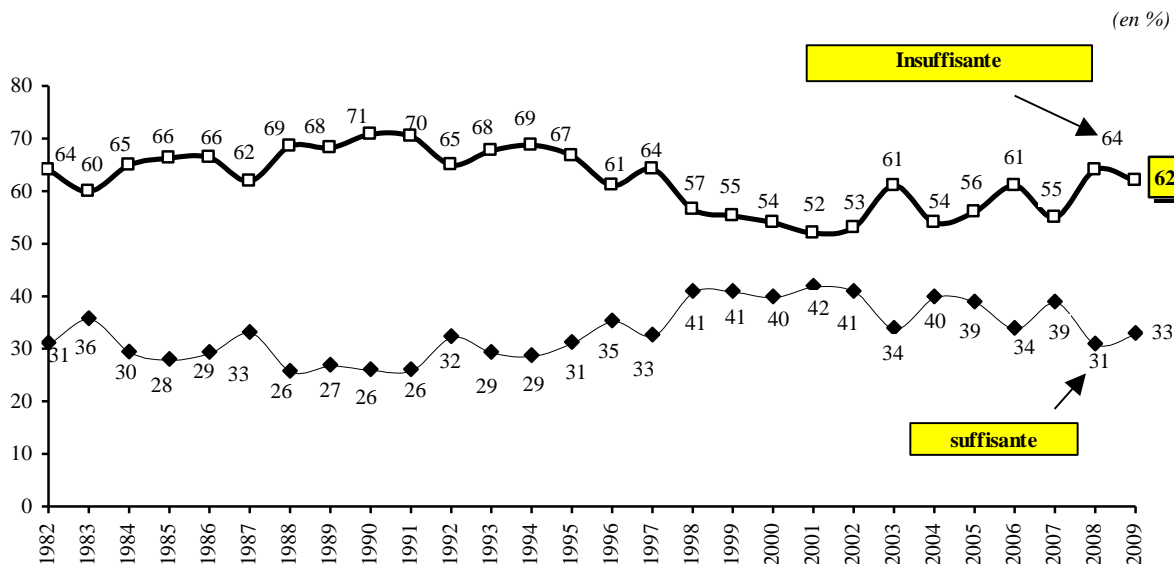
Quoi qu'il en soit, **les interrogations de la population sur les effets déresponsabilisants que peuvent générer certaines prestations sociales**, qui s'étaient clairement amplifiées il y a une dizaine d'années, sans vraiment s'infléchir depuis, **entament maintenant un mouvement de recul**. Cela tient pour beaucoup au fait que la crise économique semble sérieusement réactiver les exigences solidaires à l'égard des plus défavorisés. En tout cas, **c'est davantage la compassion envers les personnes les plus démunies qui prend de l'ampleur, peut-être plus que ne s'effacent totalement certaines interrogations à l'égard des modalités de distribution des aides**.

Encore faut-il bien préciser que ces mouvements n'ont pas vraiment influé – et c'est relativement étonnant – ni sur l'appétence à l'égard **du montant** des aides sociales, ni sur la **hiérarchie** des prestations à privilégier. On observe en effet que :

- * Le pourcentage de la population **jugeant insuffisant le montant des prestations destinées aux familles** n'a pas continué à s'accroître comme cela avait été le cas l'an dernier. Au contraire, à 62%, il recule de 2 points, même s'il reste encore à un de ses niveaux les plus élevés depuis 1998. Ce palier avait pourtant été dépassé tout au long de la période 1984-1995 (Graphique 15).

Graphique 15 L'appétence à l'égard du montant de l'aide aux familles ne s'accroît pas

Les familles qui ont des enfants touchent des prestations (les prestations familiales), destinées à les aider.
Pensez-vous que cette aide est globalement ...



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

- * D'autre part, la hiérarchie des **prestations sociales à augmenter en priorité** n'a quasiment pas évolué cette année : les prestations vieillesse sont celles que les Français souhaiteraient voir revaloriser avant tout (33% des réponses, même chiffre que l'an dernier), tandis que les deux prestations que l'on demande relativement le **moins** de réévaluer sont toujours le RMI (7% des réponses) et les prestations-chômage (7%). Ces deux allocations figuraient déjà l'an dernier en fin de liste, contrairement à la situation d'il y a quatorze ans. Elles ne sont donc pas soudainement plébiscitées (Tableau 15).

Tableau 15
Si parmi les prestations sociales suivantes, on devait aujourd'hui en diminuer une au profit d'une autre, laquelle augmenteriez-vous en priorité ?

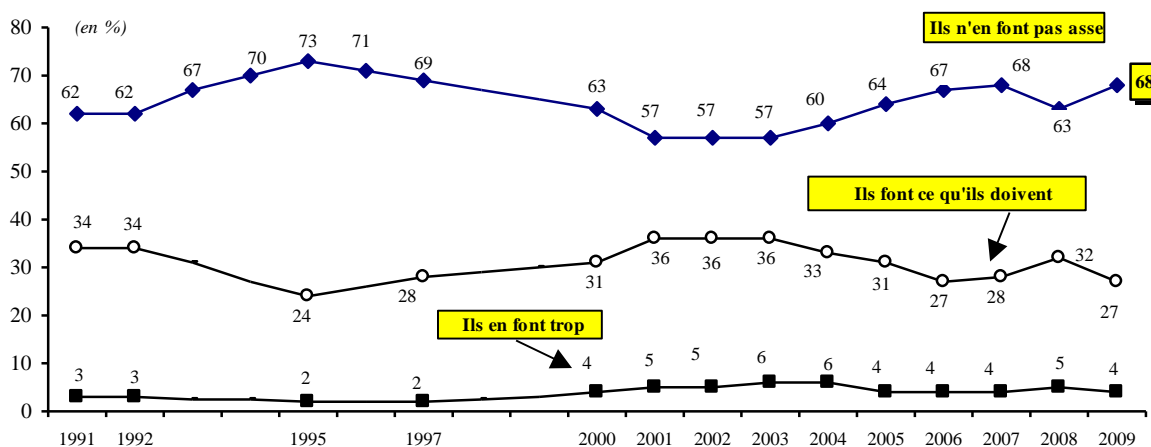
	(en %)				
	1995	2007	2008	2009	Evolution 2008- 2009
. Prestations vieillesse, retraites.....	18	33	33	33	=
. Prestations familiales	21	16	17	17	=
. Prestations logement.....	8	11	13	10	- 3
. Remboursement maladie de la Sécurité Sociale	11	11	12	13	+ 1
. Pensions d'invalidité ou de handicap.	8	11	10	9	- 1
. Revenu Minimum d'Insertion	17	10	8	7	- 1
. Prestations chômage	14	4	5	7	+ 2
. Ne sait pas.....	4	3	2	3	
Total	100	100	100	100	

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

En réalité, ce qui est notable cette année est la **progression du sentiment qu'il est nécessaire que l'Etat agisse davantage** pour éviter que la crise, et ses méfaits, ne laissent au bord du chemin **un nouveau et long cortège d'exclus**. C'est donc vers les plus défavorisés que l'attention se porte : **68% de la population considèrent que « les pouvoirs publics n'en font pas assez pour les plus démunis »**. Ce pourcentage a gagné 5 points cette année, retrouvant un de ses niveaux les plus élevés depuis le début 2000 (Graphique 16).

Graphique 16
Un accroissement de la demande d'intervention envers les plus défavorisés

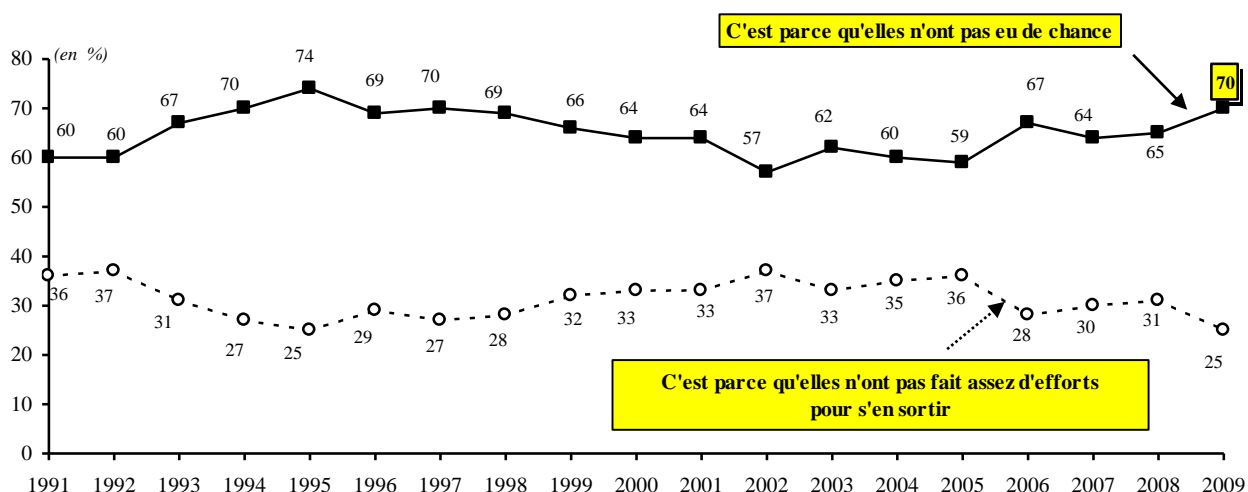
Estimez-vous que les pouvoirs publics font trop, font ce qu'ils doivent ou ne font pas assez pour les plus démunis ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Corrélativement, le regard porté sur les populations précaires, celles situées au plus bas de l'échelle, est nettement moins « réprobateur » que dans les années passées (6 points de moins en un an) : **70% des enquêtés estiment aujourd'hui que les personnes en situation de pauvreté le sont, non parce qu'elles n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir, mais parce qu'elles n'ont pas eu de chance**. Ce taux n'avait jamais atteint un tel niveau depuis 1997 ; il a en tout cas gagné 5 points ces douze derniers mois (Graphique 17).

Graphique 17
Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ?



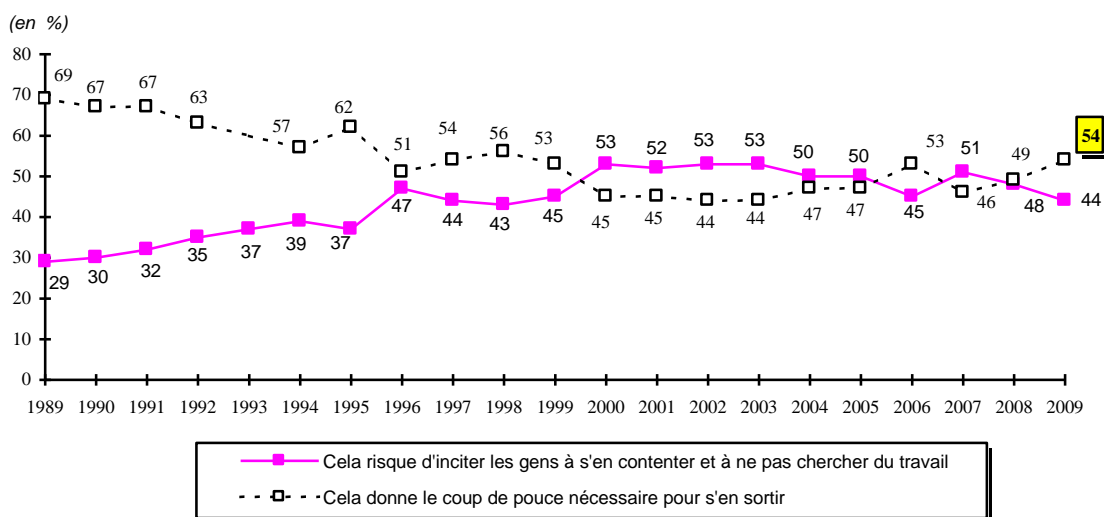
Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année).

Une chose est sûre : dans aucun groupe socio-démographique, le pourcentage de « compatissants » (ceux qui expliquent précisément la pauvreté par un manque de chance) n'est maintenant inférieur à 64% (cas des plus de 65 ans). Et même dans les catégories « habituellement » en retrait sur ce sujet, les progressions enregistrées ces douze derniers mois sont fortes : par exemple, 70% des travailleurs indépendants évoquent aujourd'hui « le manque de chance » des populations pauvres (+ 13 points cette année) ; c'est aussi le cas de 64% des retraités (+ 7 points) ou de 67% des non-diplômés (+ 11 points).

Cette montée des attitudes solidaires, plus « compréhensives » dirons-nous, à l'égard des plus démunis, se retrouve directement dans les jugements portés sur les modalités de distribution de certaines prestations. On connaît les réserves émises par une partie de la

population à l'égard des effets « déresponsabilisants » **du Revenu Minimum d'Insertion**. Or, sur ce sujet, la « **courbe de la compassion** » est repassée cette année **clairement au-dessus de celle de la responsabilisation** (Graphique 18) : alors que, de 2000 à 2005 et en 2007, une **majorité** des Français voyaient avant tout dans le RMI « le risque d'inciter les bénéficiaires à s'en contenter et à ne pas chercher du travail », cette année 54% considèrent plutôt que la prestation « donne le coup de pouce nécessaire pour s'en sortir » ; 5 points ont été gagnés en un an. Autrement dit, le pourcentage d'individus croyant aux effets « néfastes », désincitatifs au travail, du RMI est maintenant de 44%. Il reste élevé, mais il n'avait plus été aussi bas depuis onze ans.

Graphique 18
Au sujet du revenu minimum d'insertion (RMI), pensez-vous plutôt que :



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Le plus significatif est que la **baisse** du nombre d'enquêtés dénonçant les risques du RMI se retrouve cette année **dans la quasi-totalité des groupes socio-démographiques**. En particulier, on l'observe aussi bien en bas de l'échelle des revenus (42% des titulaires de ressources inférieures à 900 Euros par mois avancent cette idée, soit 7 points de moins en un an) qu'en haut (42%, - 4 points) ou dans les classes moyennes (43%, - 5 points).

On remarquera néanmoins que les risques suscités par cette prestation sont encore partagés, dans tous les groupes sociaux, par au moins un tiers des enquêtés. Ils le sont même encore **en majorité** chez les travailleurs indépendants (53%, malgré un recul de 6 points cette année), les non-diplômés (52%, - 5 points), les retraités (50%, - 6 points) et les habitants de petites communes, de 2 000 à 20 000 habitants (50%, - 1 point).

C'est également une baisse des risques ressentis de déresponsabilisation des politiques sociales qu'on observe dans les jugements affichés sur la prise en charge des familles aux « ressources insuffisantes ». 36% des enquêtés estiment aujourd'hui que cette prise en charge enlève à ces foyers « tout sens des responsabilités ». Le taux était de 42% l'an dernier ; il a reculé de 6 points. Il y a donc bien, en ce début 2009, une inflexion assez significative des craintes concernant les éventuels effets pervers des prestations sociales.

On apportera cependant un élément complémentaire d'analyse : le mouvement mis en évidence semble traduire davantage **une montée de la compassion envers les bénéficiaires potentiels des prestations**, c'est-à-dire les personnes à secourir, **qu'une profonde remise en cause des critiques sur les conditions d'attribution des aides**. En témoigne l'évolution intervenue cette année dans les réponses à deux questions suivies depuis plus de dix ans (Tableau 16) : quand il s'agit de juger si les minima sociaux risquent d'être un frein à l'occupation d'emplois mal rémunérés, les attitudes critiques n'ont pas varié ; elles se sont même durcies (75%, + 2 points en un an). Par contre, quand ce sont les « chômeurs » qui risquent d'être montrés du doigt, on observe un net recul des jugements critiques (- 11 points), même si 57% des Français considèrent encore que « si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi ».

En un mot, la montée de la compassion à l'égard des victimes de la crise n'efface pas vraiment les préventions d'une partie de la population à l'égard des « risques » du système social lui-même. On comprend aujourd'hui davantage les bénéficiaires, mais on critique encore le système.

Tableau 16
Deux évolutions contradictoires selon que les interrogations concernent le système social
ou les bénéficiaires

	(en %)									
	Début 1999	Début 2000	Début 2002	Début 2003	Début 2005	Début 2006	Début 2007	Début 2008	Début 2009	Evolution 2008-2009
. Est d'accord avec l'idée qu'il est parfois plus avantageux de percevoir des minima sociaux que de travailler avec un bas salaire.	71	77	79	78	81	76	79	73	75	+ 2
. Pense que si la plupart des chômeurs le voulaient vraiment, beaucoup pourraient retrouver un emploi.....	63	68	73	69	70	67	69	68	57	- 11

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français ».

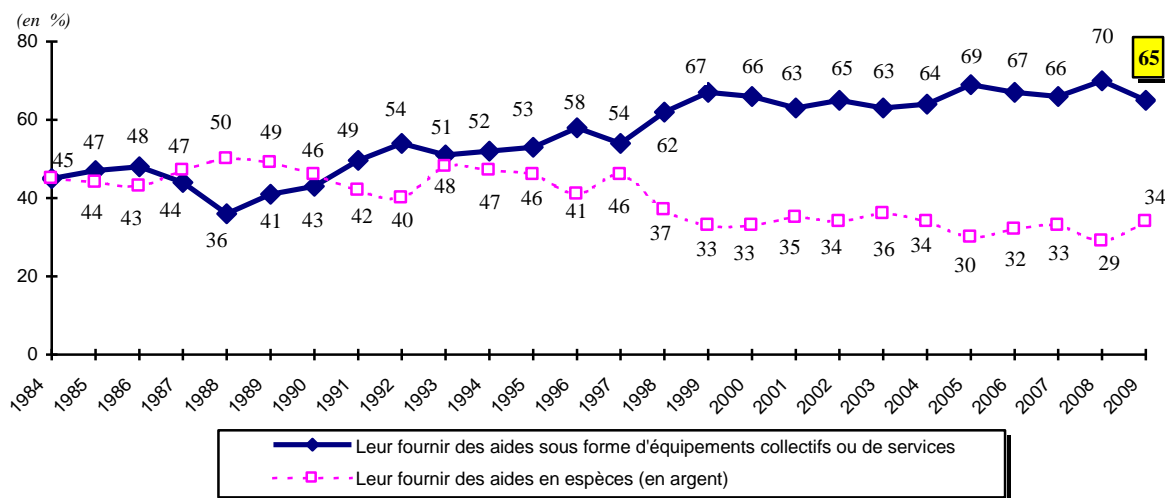
En est-ce une preuve ? En tout cas, on remarque que les Français semblent – sans ambiguïté – vouloir encore « **contrôler** », ou plutôt « **s'assurer** », tant que faire se peut, de **la bonne utilisation des aides versées**. C'est ce qu'on constate aujourd'hui en matière de politique familiale : **une forte majorité du corps social (65%) continue à considérer préférable**, pour mieux aider les familles, **de leur distribuer des aides sous forme d'équipements et de services**, c'est-à-dire de leur fournir des prestations en nature plutôt qu'en espèces (Graphique 19).

On aurait pu penser que les difficultés de la période auraient beaucoup favorisé l'attente d'espèces « sonnantes et trébuchantes » ; ce n'est pas le cas. Bien entendu, la préconisation **d'aides en nature**, très forte l'an dernier – à 70%, pourcentage record depuis 1984 –, a significativement reculé (- 5 points en douze mois). Mais force est de constater que la préférence d'aides sous forme d'équipements et de services reste encore élevée, se situant toujours dans la fourchette relativement étroite (de 62 à 69%) où elle a évolué pendant dix ans, de 1998 à 2007.

Graphique 19

Des aides en nature avant tout : une attente qui recule, mais reste d'un niveau élevé

Entre les deux solutions suivantes, laquelle vous semble préférable pour mieux aider les familles ?



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations des Français » (janvier de chaque année)

Le plus surprenant est que cette préférence pour des « aides en nature », qui s'est nettement infléchie cette année, reste – malgré la dureté des temps – très marquée dans **tous** les groupes socio-démographiques et notamment en bas de l'échelle sociale ou dans les classes moyennes : cette attente est par exemple celle de 56% des bas revenus, de 61% des ouvriers, de 62% des employés ou de 55% des femmes au foyer (contre 65% en moyenne).

Autrement dit, sous l'effet de la crise économique et de ses retombées sociales, cette année a vu monter une plus grande compassion à l'égard des plus démunis, marque d'un profond **refus de l'exclusion**, notamment des groupes les plus précaires, ceux qui, pour l'opinion, ne sont en rien responsables de la situation (« ils n'ont pas eu de chance »). Mais, malgré cette compassion croissante, malgré la progression du pessimisme collectif et la permanence des difficultés budgétaires ressenties, force est de constater qu'une partie de la population continue à s'interroger sur les effets de certaines aides sociales, sur leur impact désincitatif à l'exercice d'une activité, même si ces interrogations reculent, pour la première fois depuis une dizaine d'années. Il est difficile de se prononcer sur la poursuite de ce mouvement de reflux. Les critiques se sont atténuées, mais elles sont encore présentes. Disons que l'opinion maintient – temporairement ? – « **une vigilance prudente** », mais moins acérée qu'hier, envers des politiques sociales dont elle attend beaucoup.

En guise de conclusion

Finalement, au terme de cette analyse, on comprend pourquoi les nuances, souvent en gris et noir cette année, occupent bien peu de place dans les jugements, ou plutôt pourquoi elles n'arrivent guère à s'imposer, à prendre du relief dans ce fond de paysage nuageux, sombre et troublé du début 2009. Il est vrai que deux constats particulièrement **acérés** dominent : d'abord, **le moral des ménages** est à son niveau **le plus bas** depuis trente et un ans ; ensuite **l'insatisfaction exprimée**, fruit d'un certain empilement des doutes et des mécontentements, aussi bien collectifs qu'individuels, contrepartie d'un foisonnement des interrogations désenchantées face à l'avenir, **bat son record** pour la deuxième année consécutive. **Jamais** en effet, depuis 1979, **nous n'avions enregistré dans le pays un tel niveau global de mécontentement** (voir « l'Espace des Opinions » en annexe).

Certes, l'insatisfaction avait déjà atteint un sommet l'an dernier, faisant en quelque sorte voler en éclats les frontières antérieures de notre « Espace » d'analyse, reléguant loin derrière le malaise qui pendant longtemps, de 1994 à 1997, avait marqué l'opinion. **Une crise efface l'autre** : une bonne partie des Français considèrent les méfaits de la crise actuelle comme bien **plus déprimants, plus dévastateurs encore** que l'image qu'ils avaient à chaud de la dépression de 1993-1994.

Mais si la situation de ce début 2009 ressemble à celle, déjà opaque et tourmentée, de janvier 2008, on aurait tort de ne pas y percevoir **quelques profondes différences** : alors que l'an dernier, le malaise correspondait à **une formidable déception** du pays, neuf mois après l'élection présidentielle, le mal-être actuel répond davantage au sentiment général – c'est-à-dire partagé unanimement dans toutes les catégories sociales –, **d'être entré de plain pied**, d'avoir été **précipité** quasi-soudainement, sans rupture avec la phase précédente, **dans une profonde crise économique et sociale**. Et ce alors même qu'on n'a pas vraiment vu venir cette crise, qu'on s'interroge sur le moment où on pourra en sortir et qu'on peine véritablement, non sans anxiété, à en imaginer la fin.

C'est ce passage, de la déception ulcérée au désarroi fataliste, que l'enquête met en évidence cette année. La fébrilité amère du début 2008, le courroux individuel sur fond de mal-être sociétal qu'on observait alors, ont commencé à faire place à un certain **sentiment de résignation** : en subissant de plein fouet la crise, le corps social déboussolé prend directement conscience de son impuissance, en tout cas de la baisse de

sa capacité – et de la capacité des gouvernants – à influencer sur « l'ordre des choses ». Il n'apparaît pas pour l'instant, dans la société hexagonale, un abattement générateur de colère, mais plutôt semble-t-on y déceler la présence d'un début de résignation lucide, d'un embarras troublé face à un avenir que beaucoup ont l'impression de ne plus totalement contrôler. **L'incertitude du lendemain est maintenant au cœur des interrogations sociétales.**

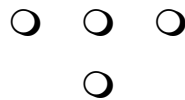
Là est finalement l'enseignement principal, et le plus troublant, de l'analyse des attitudes de ce début 2009 : **le pays semble frappé d'une perte de confiance dans l'avenir** et une bonne partie du corps social – y compris les jeunes – paraît craindre **les méfaits du futur proche encore plus que ceux du présent**. Cette situation n'avait jamais encore été observée dans l'enquête. Ainsi, une majorité de la population doute aujourd'hui de ses conditions de vie à venir, en même temps que, revenant au grand galop, le spectre du chômage de masse brouille singulièrement l'horizon. **L'effritement de l'espérance est un des faits majeurs de ce début d'année** : il s'accompagne d'un sentiment diffus, celui de subir les événements, et nombreux sont ceux qui ont l'impression **de ne pas savoir où va le pays**.

La situation n'est donc pas la même qu'il y a douze mois, même si elle est apparemment plus sombre. On peut même se plaire – se complaire ? – à y déceler quelques signes de début d'éventuel apaisement ; c'est d'ailleurs déjà le cas dans quelques catégories bien précises (*cf.* annexe) : même si les restrictions budgétaires ressenties sont élevées, elles sont en recul ; les inquiétudes, pour la première fois depuis neuf ans, montrent une inflexion significative ; avec l'arrivée d'une certaine compassion, la dénonciation des effets pervers des aides sociales s'atténue... Il est, bien entendu, difficile de préjuger de la durabilité de ce mouvement. Peut-être ne s'agit-il ici que du reflux éphémère d'une exacerbation courroucée qui ne manquera pas de se réactiver dans les semaines à venir.

Mais force est de constater – répétons-le – que sous l'effet de la crise et de ses mécomptes, certaines attitudes commencent à « **s'infléchir** » : changement des préoccupations, atténuation du malaise budgétaire, reconsidération de certaines peurs, accroissement d'une compassion humaniste, désir de réformer la société avec plus de souplesse ou plus de progressivité, et le tout sans préconisation d'un immobilisme par trop inquiet.

En un mot, sans nier la profondeur du mécontentement du pays, on peut paradoxalement se demander si la crise actuelle ne pourrait pas être, au fond, un des éléments déclencheurs, **un des éléments de rupture** permettant de rejeter dans les oubliettes du passé cette période colérique d'« **illusions-désillusions** » dans lequel le pays s'était enfermé ces trois dernières années, de 2006 à 2008.

Mais, pour ce faire, la sortie de crise doit **impérativement** s'accompagner d'un projet d'avenir, de la marque d'une ambition, de la proposition d'une feuille de route permettant de **rassurer** le corps social, en lui redonnant **l'espoir du lendemain**. Aujourd'hui, le pays a bien entendu besoin de réemprunter les chemins de la croissance, mais cela ne se fera que si, parallèlement, il retrouve un projet collectif, **une vision rassurante, et délibérément volontariste, de l'avenir**.



**Une visualisation de l'état de l'opinion
au début 2009**

Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2009

Réalisée depuis trente et un ans, l'enquête « *Conditions de vie et Aspirations des Français* » permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'une série de variables significatives.

Seize de ces variables sont, chaque année, sélectionnées pour définir ce que l'on appelle « **l'Espace Général des Opinions des Français** »¹. Encore convient-il de bien préciser que ces variables ne sont pas relatives à des situations objectives, mais à des **données de perceptions et d'opinions**. Il s'agit, d'une part d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie personnelles (cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son état de santé ou de son budget, ...) et d'autre part, de jugements généraux qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, le système de santé, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

La batterie des questions retenues, utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples, permet donc de construire, sur l'ensemble de la période², *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cette construction permet d'observer à la fois :

- * La trajectoire suivie dans cet Espace par **l'ensemble** de la population française depuis 1979. On peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2009.
- * La façon dont les différents **groupes socio-démographiques** se situent dans cet Espace à chaque période d'enquêtes, et surtout ces dernières années.

¹ Voir notamment les notes de conjoncture des toutes dernières années. On trouvera la liste des variables retenues page 68 ci-après.

² Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, « *L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations* », Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, Octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme également cette année.

Cette visualisation met en évidence **un constat majeur : jamais, depuis trente et un ans, l'insatisfaction n'avait été aussi élevée dans le pays**. Le record de 2008 est bel et bien battu, marque du mécontentement extraordinaire qui étreint aujourd'hui l'hexagone : ce mal-être repose sur tout **un empilement de jugements négatifs**, révélateurs de l'anxiété des ménages et du trouble intense qui affecte aujourd'hui leur moral. Leurs appréhensions concernent en réalité aussi bien les situations personnelles que les évolutions sociétales : sentiment que les conditions de vie prochaines vont se détériorer, défaitisme record en ce qui concerne le niveau de vie actuel, pessimisme collectif d'une intensité sans précédent, restrictions ressenties aiguës, critiques institutionnelles fortes, même si la demande de réformes radicales est légèrement en recul... Rappelons en tout cas que l'indicateur d'inquiétudes ne figure pas historiquement dans les variables retenues pour élaborer « l'Espace des Opinions ».

On observera néanmoins que la situation est en train d'évoluer sous l'effet de la crise et de l'apparition d'une certaine « résignation » : **l'insatisfaction semble en effet commencer à reculer dans quelques groupes précis** (ruraux, 50-64 ans, classes moyennes, non-diplômés ...), tandis qu'elle progresse nettement là où l'an dernier elle était relativement moins affirmée (moins de 25 ans, Franciliens, cadres supérieurs, diplômés...).

Quant au « **modernisme** » des Français — ou plutôt leur « modernité » –, on note un léger recul cette année ; mais le niveau atteint reste très élevé. En fait, peu de modifications sont apparues ces douze derniers mois dans les opinions concernant les mœurs (jugements sur la famille, le mariage ou le travail féminin). Néanmoins, la perte de confiance dans l'avenir qui affecte maintenant le pays, a eu pour conséquence de réduire le « modernisme » de quelques groupes les plus en avance sur ce point (cadres supérieurs, Franciliens, moins de 25 ans...).

En tout cas, on gardera à l'esprit que **2009 est l'année record du mécontentement** : jamais notre indicateur n'avait trouvé une place aussi excentrée dans l'Espace des Opinions. 1994, 1997, et même 2008 sont relégués en arrière sur l'échelle de l'insatisfaction individuelle et sociétale.

1. L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2009)

Les seize variables actives présentées en fin de document contribuent à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »⁴.

Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées, qui proviennent de la combinaison des deux clivages « **satisfaction/insatisfaction** » et « **modernisme/traditionalisme** » (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une tendance à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

Ainsi, à gauche de la carte (Graphique A1), figurent les individus "mécontents", qui pensent que leur niveau de vie personnel est beaucoup moins bon depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont beaucoup se détériorer dans les cinq prochaines années. Ils ne sont pas satisfaits de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, et déclarent plus souvent s'imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de leur budget. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent plus fréquemment des réformes radicales de la société française.

A l'opposé (à droite du Graphique A1), se situe la zone dite de "satisfaction" qui est, au contraire, marquée par un relatif optimisme : on pense là davantage que le niveau de vie des Français et le sien propre vont mieux depuis dix ans, que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq prochaines années. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions. Ils ne pensent pas que la société française a besoin de transformations profondes et ils estiment que la justice fonctionne bien.

⁴ Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 62 000 individus (trente et une vagues d'enquêtes).

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe**, dont le contenu se résume, pour beaucoup, à l'opposition « modernisme-traditionalisme » en matière de mœurs, se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

Au Nord du graphique, se projettent les individus ayant des opinions dites « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent plutôt que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes devraient pouvoir travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent au Nord les individus les plus confiants envers leurs conditions de vie prochaines : cette variable, représentative d'une certaine confiance envers l'avenir, exerce davantage d'influence depuis le début 2000. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne donc fréquemment d'une confiance plus accentuée envers le futur, d'une foi relative en l'avenir. C'est cependant un peu moins le cas cette année, avec la progression d'une certaine incertitude générale à l'égard du lendemain.

A l'inverse, au Sud du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler si elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire.

2. L'évolution, sur trente et un ans, des opinions de l'ensemble de la population française.

La projection, dans l'espace défini ci-dessus, de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, **de nombreux revirements et inflexions**. Si l'on se contente de comparer les points extrêmes (début 1979 et début 2009), on remarque que l'évolution dans la période s'est traduite globalement par un **plus grand modernisme**, et une **montée de l'insatisfaction**.

Nous avons déjà repéré **neuf grandes phases** sur l'ensemble de la période⁵. Peut-être peut-on se contenter de porter notre attention sur les deux dernières grandes étapes, après l'insatisfaction, très élevée, de 1997 (Graphique A2) :

- **De 1998 à 2001**, la diminution considérable du mal-être des Français les a conduits à traverser de part en part « l'Espace des Opinions » : au début 2001, ils étaient revenus dans la partie Nord de la zone du **contentement**, celle qui est teintée d'un fort modernisme.
- **Depuis 2002**, nous sommes entrés dans une « nouvelle » phase, caractérisée par **une progression continue, exceptionnelle, de l'insatisfaction**. **Nous n'en sommes toujours pas sortis !** Le point 2004 se situait assez près de la « frontière » séparant le contentement de la frustration, mais il ne l'avait pas encore franchie. Cela a été fait au début 2005 ; la phase d'accélération du mécontentement s'est poursuivie en 2006, puis en 2007. En fait, le point « moyen » 2007 était déjà révélateur de la crise de confiance collective qui étreignait le pays. Le point 2008, sans rien enlever au pessimisme collectif, révélait en plus l'apparition d'un profond mécontentement individuel (la « formidable déception » de la fin 2007 !). Celui-ci s'est encore renforcé au début 2009, en même temps qu'avec la crise et le retour du chômage, le pessimisme collectif est venu amplifier l'effritement de l'espérance, l'appréhension du lendemain. **En trois décennies, jamais l'insatisfaction n'avait été aussi intense, le malaise aussi profond qu'en ce début 2009.**

⁵ Voir certaines des notes de conjoncture précédentes.

Mais **toutes les catégories socio-démographiques n'ont pas évolué dans le même sens que le « point moyen », ces douze derniers mois**. Dans celles qui étaient le moins insatisfaites l'an dernier, le mécontentement a progressé. Dans certaines de celles qui l'étaient le plus, on observe un début de recul du malaise, probablement sous l'effet d'une certaine « prudence résignée » face à la fatalité de la crise (cf. ci-dessus).

Le « **modernisme** », par ailleurs, a légèrement reculé. En réalité, il **n'a jamais été aussi haut dans le pays que ces trois dernières années**. Même si la crise de confiance à l'égard de l'avenir semble avoir touché la « modernité » de quelques groupes, parfois parmi les plus en avance sur ce sujet. Ce qui n'a pas empêché certaines des catégories habituellement les plus traditionalistes de continuer à gagner en « modernisme » relatif (surtout les plus de 65 ans).

Si on neutralise l'évolution qui a pu intervenir ces derniers mois et qu'on ne s'intéresse qu'à la situation d'aujourd'hui, celle de ce début 2009, on peut faire **trois constats principaux** sur les positions respectives des différents groupes socio-démographiques (Graphique A3) :

- * **Plus personne** – là est la nouveauté – **ne figure dans la zone « Nord-Est » de l'Espace**, celle où l'on est **satisfait et moderniste**. Trois catégories y figuraient encore l'an dernier : les moins de 25 ans, les hauts revenus et surtout les cadres supérieurs. Tous ont franchi cette année la frontière qui sépare le contentement de la frustration ! Seule petite exception : les travailleurs indépendants étaient à deux doigts, en ce début 2009, de revenir dans la zone du contentement ! Ils n'y sont pas tout à fait arrivés.
- * **La zone « Nord-Ouest »**, celle de **l'insatisfaction et du modernisme**, est donc particulièrement peuplée : **l'essentiel de la population hexagonale y figure**, signe de l'étendue de l'extraordinaire mal-être qui affecte le pays. Même si entre les chômeurs et les bas revenus d'un côté, les cadres supérieurs et les hauts revenus de l'autre, l'intensité du malaise n'est pas identique.
- * Mais le mécontentement ne touche pas que des « modernistes » en matière de mœurs (**cadran « Sud-Ouest »**). **Même les plus traditionalistes des Français sont insatisfaits** et ils le sont quasiment de plus en plus : cela concerne aussi bien les femmes au foyer que les retraités (ou les plus de 65 ans). En fait, depuis quatre ans, plus aucune catégorie ne figure dans la **zone « Sud-Est »**, celle des traditionalistes satisfaits.

3. Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes socio-démographiques

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de **l'ensemble** de la population depuis 1979, on peut visualiser **celle de chacune des principales catégories socio-démographiques** sur les trente et une dernières années. Nous avons cependant fait le choix, **par souci de lisibilité**, de ne présenter ici que les évolutions intervenues **depuis 2001**.

Cinq critères ont été retenus, ceux mettant en évidence les évolutions les plus sensibles : ils concernent la Profession-Catégorie-Sociale des enquêtés, leur âge, leur localisation géographique, leurs niveaux de diplômes et de revenus.

En tout état de cause, un constat domine cette année : **les évolutions catégorielles n'ont pas toutes suivi la même direction** que celle mise en évidence pour l'ensemble de la population ; plusieurs d'entre elles traduisent une progression de l'insatisfaction, mais d'autres, un début d'atténuation du mécontentement. Les variations intervenues se sont en tout cas faites bien plus **le long de l'axe horizontal** (axe d'insatisfaction) que sur l'axe vertical (axe de traditionalisme/modernisme).

A - Analyse par profession-catégorie sociale (Graphiques A4 et A4 bis)

L'analyse par PCS met en évidence que les différents groupes se positionnent de manière distincte dans « l'Espace des Opinions ». Les cadres supérieurs, les professions intermédiaires, les employés, les travailleurs indépendants et les ouvriers sont, dans l'ordre, les plus modernistes. Les femmes au foyer et les retraités sont plus traditionalistes.

Mais surtout, on est frappé par l'apparition de **quelques évolutions contradictoires cette année** : dans quatre groupes, la **progression** du mécontentement a été sensible ; dans trois autres, l'insatisfaction a commencé à **reculer**.

* C'est chez les **cadres supérieurs, les employés, les ouvriers et les femmes au foyer** que le malaise s'est développé.

Les **femmes au foyer**, déjà au plus haut de l'insatisfaction l'an dernier, ont continué leur cheminement désabusé, perdant d'ailleurs un peu du modernisme gagné au début 2008. Dans ce groupe, c'est surtout l'appréciation négative de l'évolution du niveau de

vie individuel qui a continué à grimper (60% de mécontents sur ce thème, + 4 points en un an, contre 50% en moyenne).

Les **ouvriers** n'ont guère changé leurs attitudes en matière de mœurs, mais ils constituent le seul groupe où le « radicalisme » s'est accru (cf. ci-dessus) : 42% de demandeurs de réformes radicales, contre 32% en moyenne. Ici, la peur d'une détérioration des conditions de vie prochaines domine (+ 10 points cette année, contre + 4 en moyenne).

Les **employés** ont continué leur cheminement dans la zone des déçus, mais avec une amplitude nettement inférieure à celle de l'an dernier. Il est vrai que dans ce groupe, le sentiment de restrictions, au demeurant très élevé, a commencé à reculer (- 2 points) pendant que la crainte de l'avenir s'est amplifiée (+ 9 points).

Enfin, c'est chez les **cadres supérieurs** que la progression vers le mécontentement a été la plus marquée ces douze derniers mois. Après avoir évolué à contre-courant l'an dernier, leur malaise a repris de l'ampleur, avec l'arrivée de la crise : ils sont délibérément repassés dans la « zone de l'insatisfaction », là où ils s'étaient projetés en début 2007, rependant l'espoir fugace qui les avaient animés l'an dernier : 49% (+ 12 points en un an !) croient maintenant à une détérioration de leurs conditions de vie à venir, ce qui les a conduits à subir parallèlement un recul de leur modernisme.

- * En revanche, l'insatisfaction a baissé, légèrement chez les **professions intermédiaires** et les **retraités**, plus nettement chez les **travailleurs indépendants**⁶. Chez les professions intermédiaires, les restrictions ressenties ont commencé à régresser ; chez les retraités, on voit apparaître un début d'atténuation des exigences réformatrices, qui s'étaient **amplifiées** depuis deux ans. L'effet « dureté des temps de crise » joue sûrement ici un rôle d'atténuation des revendications.

Enfin, chez les **travailleurs indépendants**, l'amélioration du moral est très sensible, effaçant même d'un coup deux années successives de montée du mécontentement : ils déclarent ainsi moins de restrictions que l'an dernier (- 7 points), ne sont que 39% à estimer que leur niveau de vie se dégrade (contre 50% en moyenne). D'ailleurs, seuls 36% croient à une détérioration de leurs espoirs personnels d'avenir (contre 51% de l'ensemble des Français). Ce n'est pas peu dire que les indépendants ont évolué cette année à **total contre-courant** de l'ensemble de la population.

⁶ La projection des indépendants dans l'Espace des Opinions figure au Graphique A4 bis. Ce choix a été fait uniquement pour améliorer la lisibilité et éviter des chevauchements avec d'autres trajectoires.

B - Analyse en fonction de l'âge (Graphique A5)

Ici aussi, on observe, cette année, **des évolutions contradictoires sur l'axe du « contentement-mécontentement »** : progression de l'insatisfaction chez les moins de 25 ans, les 35-49 ans et les plus de 65 ans ; diminution chez les 25-34 ans et les 50-64 ans. Ces mouvements **désordonnés** illustrent en quelque sorte le passage évoqué précédemment, de la déception courroucée à un début de résignation.

La progression de l'insatisfaction a été très forte ces douze derniers mois aux deux âges extrêmes : les **moins de 25 ans** passent, pour la première fois depuis 1979, dans la « zone du désenchantement », même s'ils restent très modernistes. Cette évolution exceptionnelle tient pour beaucoup à « l'effritement de l'espérance », inédit à ce stade depuis trois décennies dans ce groupe de population : 41% estiment que leurs conditions de vie à venir vont se détériorer (+ 13 points en un an, contre + 4 en moyenne).

Les **plus de 65 ans**, quant à eux, s'interrogent encore plus cette année sur la diminution du niveau de vie de **l'ensemble des Français** (84% y croient, + 5 points en un an), ce qui conduit 57% d'entre eux à penser que leur situation de vie future va se dégrader (contre 51% en moyenne).

L'amélioration est en revanche assez sensible chez les **50-64 ans** : recul des restrictions ressenties (- 5 points), sentiment de moindre lourdeur de leurs dépenses de logement (- 7 points), moindre impression de dégradation de leur niveau de vie (- 2 points). Mais ce recul est loin de compenser la totalité de la progression de leur mécontentement, intervenue l'an dernier. En tout cas, chez eux on note cette année un regain de l'attachement à la cellule familiale (+ 11 points).

Enfin, le recul relatif de l'insatisfaction des **25-34 ans** tient en partie à une atténuation de leurs demandes de réformes radicales de la société.

C - *Analyse en fonction de la taille d'agglomération de résidence (Graphique A6)*

Le mouvement de convergence des attitudes en fonction du degré d'urbanisation se poursuit cette année, si on met à part la situation des habitants des communes rurales.

En effet, **deux mouvements principaux** sont intervenus entre 2008 et 2009 :

- * **Une forte poussée du mal-être chez les habitants de l'agglomération parisienne** : ce sont les Franciliens, toutes catégories socio-démographiques confondues, qui ces douze derniers mois ont de loin le plus progressé dans la « zone du mécontentement ». Ils viennent ainsi, en quelque sorte, rejoindre au cœur du cadran de l'insatisfaction, les habitants des zones urbaines de province (plus de 2 000 habitants) qui ont quasiment fait du « sur place » cette année⁷. Avec un an de retard (la « crise » a eu plus de conséquences sur leurs opinions que la « déception » de fin 2007-début 2008), les Franciliens affichent toute une série d'appréhensions, individuelles et collectives : sentiment que leurs conditions de vie prochaines vont se dégrader (+ 18 points en un an, contre + 5 en moyenne), affirmation que la justice fonctionne mal (+ 8 points, contre + 2 en moyenne), montée des restrictions ressenties (+ 4 points, contre - 2 en moyenne). Le malaise est donc maintenant du même ordre dans toutes les zones urbaines.

Signalons que la progression du mal-être des Franciliens les a conduit à une moindre « ouverture » en matière de dissolution du mariage et de travail des femmes.

- * **Un recul significatif de l'insatisfaction dans les communes de moins de 2 000 habitants** : cette catégorie de population, qui figurait en bonne place des « déçus » de fin 2007, retrouve donc un peu plus de sérénité relative, même si elle est loin de se situer, comme c'était le cas en 2006, à proximité de la « frontière du contentement ». En tout cas, l'atténuation de la colère des ruraux est très nette : recul des restrictions ressenties (- 6 points), perception un peu moins négative de l'évolution passée de leur niveau de vie (- 3 points), moindre sentiment que la justice fonctionne mal (- 4 points).

⁷ Notons que chez les habitants des grosses agglomérations de province (plus de 100 000 habitants), le mécontentement a légèrement reculé ces douze derniers mois.

D - Analyse en fonction des revenus (Graphique A7).

L'analyse menée **en fonction des revenus** traduit bien ce qui s'est passé cette année dans l'opinion avec **quelques mouvements divergents**. On observe ainsi :

- **Un recul de l'insatisfaction au plus bas de l'échelle** (moins de 900 Euros/mois) ; mais le mal-être y reste parmi les plus acérés de tous les groupes sociaux.
- **Un renforcement du malaise chez les titulaires de 900 à 1 500 Euros/mois**. De fait, jusqu'à 1 500 Euros mensuels, le mécontentement domine (projection très à gauche de l'Espace).
- **Un léger allègement (1 500 à 2 300 Euros/mois) ou une relative stabilisation du mécontentement (2 300 à 3 100 Euros/mois) dans les classes moyennes** qui, sous l'effet de la crise, tempèrent leurs critiques, ou en tout cas ne les accroissent pas.
- Enfin, **une montée de l'insatisfaction dans les groupes les plus aisés** (plus de 3 100 Euros mensuels). Ceux-ci franchissent même la « frontière » cette année, rejoignant ainsi la « zone noire des récriminations ». Ici aussi, la perte de confiance en l'avenir joue un rôle fondamental, cumulé avec un sentiment croissant de restrictions.

En réalité, et c'est cela qui traduit le record d'insatisfaction de ce début 2009, **tous les groupes sans exception se projettent maintenant du « mauvais côté » de l'Espace**, celui du mécontentement individuel et collectif.

E - Analyse en fonction du niveau de formation (Graphique A8)

Sans grande surprise, on retrouve ici (Graphique A8) les mêmes enseignements – et les mêmes divergences – que précédemment, avec peut-être un peu plus de netteté :

- **Chez les non-diplômés ou les peu diplômés** (bepc, technique sans baccalauréat), le mécontentement a **reculé** cette année, même s'il reste élevé.
- **Chez les titulaires du baccalauréat et les diplômés du supérieur**, là où l'insatisfaction était moins prononcée l'an dernier, les ressentiments se sont nettement **accrus**, pour beaucoup sous l'effet d'une perte de confiance dans l'avenir.

Au total, si l'on résume l'ensemble de ces données, **trois enseignements principaux** se dégagent :

1. Les groupes ayant connu, entre janvier 2008 et le début 2009, **la plus forte progression de l'insatisfaction** sont, dans l'ordre⁸ :

- Les Franciliens (habitants de Paris et de son agglomération).
- Les cadres supérieurs.
- Les moins de 25 ans.
- Les diplômés du bac et du supérieur.

Mais la progression a également été forte chez les 65 ans et plus, comme dans les groupes aisés ou chez les ouvriers.

2. Dans certaines catégories, on observe cependant **un recul du mécontentement**, signe de l'apparition d'une certaine atténuation des critiques (un début de résignation fataliste ?). Cette inflexion du mécontentement a été la plus significative, dans l'ordre⁶, chez :

- Les habitants de communes rurales.
- Les travailleurs indépendants.
- Les 50-65ans.
- Les peu diplômés.

3. **Enfin, les plus insatisfaits des Français** sont aujourd'hui dans l'ordre⁶ :

- Les femmes au foyer.
- Les titulaires de bas revenus (moins de 1 500 Euros/mois).
- Les non-diplômés.
- Les ouvriers.

Au total, les évolutions catégorielles n'ont pas toutes suivi la même direction cette année. Il reste que **l'insatisfaction** est plus ou moins généralisée et que **les interrogations face à l'avenir traversent la quasi totalité des franges du corps social.**

⁸ Classement élaboré à partir des coordonnées de chaque catégorie, sur l'Axe de « satisfaction/insatisfaction ».

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Evolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Evolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Evolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

* * *

*